

Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)

MP 24-35

- **Acheteur :**

Agence de services et de paiement (ASP)
2, rue du Maupas
87040 LIMOGES cedex 1

Objet de la consultation :

Prestations de pilotage, de tierce maintenance applicative et de développement des applicatifs du lac de données agricoles (LDA)

Sommaire

Article 1. Objet de la consultation - Définitions	6
1.1 Objet de la consultation	6
1.2 Définitions	6
Article 2. Procédure de passation	7
Article 3. Décomposition de la consultation.....	7
Article 4. Correspondants des parties	7
Article 5. Pièces constitutives de l'accord-cadre et des marchés subséquents.....	8
Article 6. Modalités de conclusion des marchés subséquents	9
Article 7. Durée de l'accord-cadre et des éventuels marchés subséquents et délais d'exécution	9
Article 8. Considérations sociales.....	10
8.1 Modalités d'exécution relatives à l'impact social des prestations	Erreur ! Signet non défini.
8.2 Modalités de réalisation relatives à la Clause d'insertion par l'activité..	Erreur ! Signet non défini.
8.2.1 Concernant l'engagement relatif aux heures de clauses sociale	Erreur ! Signet non défini.
8.2.2 Concernant l'engagement relatif au plan de progrès en matière sociale ...	Erreur ! Signet non défini.
8.2.3 Modalités de mise en œuvre	Erreur ! Signet non défini.
8.2.4 Les publics visés.....	Erreur ! Signet non défini.
8.3 Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre de la clause sociale d'insertion	Erreur ! Signet non défini.
8.4 Le contrôle de l'action d'insertion	Erreur ! Signet non défini.
8.5 Modalités de réalisation du plan de progrès	Erreur ! Signet non défini.
8.6 Attentes en termes de RGAA	14
Article 9. Considérations environnementales	15
9.1 Modalités d'exécution relatives à l'impact environnemental des prestations	15
9.2 Modalités de réalisation propres au présent marché	15
Article 10. Établissement des prix	15
10.1 Type et forme des prix	15
10.2 Contenu des prix.....	15
10.3 Date d'établissement des prix initiaux.....	16
10.4 Révision / actualisation des prix	16
10.4.1 Modalités des Prix révisables :	16
10.4.1.1 Modalités de calcul de la révision des prix.....	16
10.4.1.2 Règles d'arrondis	16
10.4.1.3 Modalités d'application de la révision des prix.....	17
10.4.2 Clause butoir et clause de sauvegarde	17
10.5 Offre promotionnelle	17

Article 11. Conditions générales d'exécution	17
11.1 Délais d'exécution.....	17
11.2 Lieux d'exécution des prestations.....	18
11.3 Horaires d'interventions	18
11.4 Modalités d'engagement des prestations	18
11.4.1 Contenu des bons de commande.....	18
11.4.2 Modification d'un bon de commande.....	19
11.4.3 Annulation d'un bon de commande	19
11.4.4 Absence de commande	19
Article 12. Conditions particulières d'exécution	19
Article 13. Obligations des cocontractants	20
13.1 Obligations communes	20
13.2 Obligations de l'ASP	20
13.3 Obligations du Titulaire	20
13.3.1 Obligations générales	20
13.3.2 Engagement de résultat.....	20
13.3.3 Devoir de conseil	21
13.3.4 Plan d'amélioration continue.....	22
13.3.5 Pièces et attestations.....	22
13.3.6 Modification affectant le Titulaire au cours du marché	22
Article 14. Pilotage de l'accord-cadre	22
Article 15. Modalité d'intervention du personnel du Titulaire (le cas échéant) 22	
15.1 Affectation du personnel	22
15.2 Lien de subordination	23
Article 16. Équipements et logiciels du Titulaire	23
Article 17. Propriété intellectuelle / Utilisation des résultats	23
17.1 Définitions des résultats.....	23
17.2 Définition de la documentation technique	23
17.3 Définition des connaissances antérieures	24
17.4 Régime général applicable	24
17.4.1 Régime des connaissances antérieures.....	24
17.4.2 Régime applicable aux logiciels standards.....	25
17.4.3 Régime applicable aux résultats (logiciels standards exclus)	26
17.5 Revendications	27
17.6 Transferts de droit.....	27
Article 18. Vérification et admission.....	28
18.1 Modalités générales.....	28
18.2 Modalités de vérifications techniques et fonctionnelles (VTF), de vérification d'aptitude (VA) et service régulier (VSR).....	28
18.3 Délais de vérification.....	29
18.4 Décisions après vérification	29
18.5 Régime applicable en cas d'acceptation.....	29
18.6 Régime applicable en cas de non-acceptation	29
18.6.1 Régime applicable en cas de non-acceptation et de non admission en l'état.....	29
18.6.2 Régime applicable en cas de non acceptation et d'admission en l'état	30

Article 19. Garantie.....	30
Article 20. Réversibilité.....	30
Article 21. Audit	31
Article 22. Pénalités et réfections	31
22.1 Généralités	31
22.2 Pénalités relatives à la clause insertion sociale	32
22.3 Pénalités relatives à la clause développement durable/environnementale	32
22.4 Application des pénalités	32
22.5 Réfections.....	32
Article 23. Responsabilité et assurances.....	32
23.1 Responsabilité	32
23.1.1 Principes.....	32
23.1.2 Nature des dommages.....	33
23.1.3 Cas de force majeure.....	33
23.1.4 Déclaration de sinistres.....	33
23.2 Assurance.....	34
Article 24. Exécution financière du marché / des marchés.....	34
24.1 Avance.....	34
24.2 Acomptes.....	34
24.3 Solde du paiement des prestations.....	35
24.4 Adresse de facturation et de livraison.....	35
24.5 Dématérialisation des factures	35
24.6 Régime des paiements	36
24.6.1 Mode et délai de paiement	36
24.6.2 Intérêts moratoires	36
Article 25. Retenue de garantie.....	36
Article 26. Cession ou nantissement de créance.....	36
Article 27. Protection des données à caractère personnel	36
Article 28. Sous-traitance	37
Article 29. Résiliation du marché.....	37
29.1 Résiliation de l'accord-cadre.....	37
29.1.1 Résiliation sans mise en demeure préalable	38
29.1.2 Résiliation avec mise en demeure préalable	38
29.2 Résiliation des marchés subséquents	38
Article 30. Prévention des conflits d'intérêt	38
Article 31. Règlement des différends et litiges	38
Article 32. Prestations similaires pour les travaux ou les services complémentaires	39
Article 33. Modifications de marché	39
33.1 Clause de réexamen.....	39
33.2 Autres modifications de marché : modifications non substantielles	39
33.3 Autres modifications de marché : Circonstances imprévues	40

33.4 Autres modifications de marché : Substitution de Titulaire 40

Article 34. Clauses de sécurité 40

Article 35. Dérogations au CCAG 40

Article 1. Objet de la consultation - Définitions

1.1 Objet de la consultation

Le présent accord-cadre, et le(s) marché(s) subséquent(s) qui lui sont et lui seront rattachés, ont pour objet des prestations de pilotage, de développement, de maintenance et d'exploitation des domaines applicatifs du lac de données agricoles (LDA), afin d'améliorer et moderniser la valorisation des données de la PAC à des fins de pilotage, d'auditabilité et de suivi-évaluation de cette politique publique.

Les prestations attendues et les spécifications techniques sont décrites dans le CCTP de l'accord-cadre.

1.2 Définitions

Pouvoir adjudicateur¹ :

Le Pouvoir adjudicateur est l'Agence de services et de paiement (ASP), établissement dont les modalités de création ont été précisées par l'ordonnance n° 2009-325 du 25 mars 2009.

L'autorité compétente légale représentant le Pouvoir adjudicateur est son Président Directeur Général.

Fournisseurs ou intervenants connexes :

Les fournisseurs ou intervenants connexes s'entendent des personnes non parties prenantes à l'accord-cadre, mais dont les produits et travaux sont inclus dans tout ou partie des livrables des marchés subséquents le cas échéant ou sont utilisés pour la réalisation des livrables de ces marchés.

Livrables :

Les livrables s'entendent des fournitures et des résultats mesurables, tangibles ou vérifiables qui résultent de la réalisation des prestations réalisées par le Titulaire.

Ils peuvent notamment être constitués de prestations réalisées ou de produits mis à disposition ou fournis par le Titulaire de l'accord-cadre.

Résultats :

Désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui résultent de l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre, tels que, notamment, les œuvres, les signes distinctifs, les rapports, livrables, les études, code source (inclus tout composant logiciel ayant permis la compilation et la constitution des codes source déployés en production), code objet, fichiers projets, fichiers intermédiaires de type « makefile », fichiers de tests, bases de données, scripts, algorithmes, framework ainsi que l'ensemble des fichiers nécessaires à la compilation et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection.

Maîtrise d'Ouvrage :

La Maîtrise d'Ouvrage (MOA) du programme – responsable de l'exécution budgétaire, contractuelle et financière, de la définition des besoins et du suivi du respect des exigences liées à ces besoins – est assurée par la Direction des soutiens directs agricoles (DSDA).

La Maîtrise d'Ouvrage est assistée :

- pour le pilotage de la MOE du présent marché, par la direction de programme (DP LDA),
- au niveau informatique par la direction de programme (DP LDA),
- au niveau administratif, contractuel et financier par le Service des affaires financières et contractuelles (DSDA\DDO\SAFC).

Tiers :

Toute personne qui n'est ni une partie au présent accord-cadre, ni un fournisseur ou un intervenant.

¹ Dans l'ensemble des documents, la dénomination « Personne publique » pourra être utilisée.

Titulaire(s) :

L(es) entreprise(s) débitrice(s) des obligations contractuelles de l'accord-cadre, également dénommée Maîtrise(s) d'œuvre (MOE).

Tutelle :

La Direction Générale de la Performance Économique et Environnementale des Entreprises (DGPE) assure, dans le cadre de la mise en œuvre de la gestion des régimes d'aides directes et pour le compte du ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire et de la forêt (MASAF), la tutelle de l'ASP.

Unité d'Œuvre :

L'Unité d'Œuvre (UO) désigne le produit ou le service élémentaire devant être livré ou rendu, son coût est calculé à partir des éléments contractuels portés dans l'Annexe financière de l'Acte d'Engagement.

Article 2. Procédure de passation

La présente procédure est passée en application de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant respectivement partie législative et partie réglementaire du code de la commande publique.

La présente procédure est passée dans le cadre d'un appel d'offres ouvert en application des articles R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

Article 3. Décomposition de la consultation

La présente consultation ne fait pas l'objet d'un allotissement.

La consultation donnera lieu à la conclusion d'un accord-cadre mono-attributaire qui s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, en application de l'article R2162-2 alinéa 2 et dans les conditions fixées aux articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique. En fonction des besoins, l'accord-cadre pourra également donner lieu à la conclusion de marchés subséquents conformément aux articles R2162-7 à R2162-12 du code susvisé dans la limite des mêmes montants maximums.

Conformément aux dispositions de l'article R2162-4, l'accord-cadre s'exécute avec le montant maximum indiqué dans l'acte d'engagement.

Les marchés subséquents pourront s'exécuter soit par l'émission de bons de commande conformément aux articles R2162-13 et 14 du code susvisé, soit à travers des prestations forfaitaires.

Les prestations sont définies dans le CCTP.

Le français est la langue du marché.

Article 4. Correspondants des parties

Le correspondant qualifié du Pouvoir adjudicateur pour les relations avec le Titulaire dans le cadre de l'accord-cadre est le Directeur de la Direction de programme (DP LDA), qui est à ce titre :

- l'unique donneur d'ordre du Titulaire,
- responsable de la validation des livrables,
- responsable du bon fonctionnement global du système d'information résultant.

Le Titulaire désigne un responsable pour les relations avec le correspondant qualifié du Pouvoir adjudicateur au titre de l'accord-cadre. Cette personne est le correspondant privilégié du Pouvoir adjudicateur pour toutes les questions techniques et administratives pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre et de ses éventuels marchés subséquents.

Article 5. Pièces constitutives de l'accord-cadre et des marchés subséquents

Le présent accord-cadre, constitué des documents contractuels définis ci-dessous, exprime l'intégralité des obligations des parties.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC, les documents contractuels régissant le marché sont par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement dûment rempli et signé et ses annexes complétées :
 - Annexe 1 « MP24-35_Annexe Financière AE et DQE »
 - Annexe 2 relative à l'insertion sociale
2. Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :
 - Annexe 1 : Protection des données à caractère personnel
 - Annexe 2 : Certificat de destruction de documentation
 - Annexe 3 : Engagement de confidentialité
3. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
 - Annexe 1 « Contexte général du programme SIGC 2026 »
 - Annexe 2 « Cadre organisationnel et description des applicatifs »
 - Annexe 3 « Dossier d'architecture technique Lac de Données Agricoles (LDA) »
 - Annexe 4 « Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du lot 4 - MP24-21-04-CCTP »
 - Annexe 5 « Convention de services, indicateurs et pénalités »
 - Annexe 6 « Cadre de sécurité »
 - Annexe 7 « Extrait CCTP du MS n°2 de l'AC ISIS 2020 n°18-19 – Prestations de réversibilité »
4. Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication - TIC (du 30 mars 2021, publié au JORF du 1er avril 2021) - non fourni
5. Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants
6. L'offre du titulaire et le cas échéant ses éventuelles annexes : Plan d'assurance qualité (PAQ), Plan d'assurance sécurité (PAS), etc.
7. Les bons de commande et leurs éventuelles annexes, les ordres de modification, accords de modification, ordres de service et éventuels marchés subséquents.

Ces pièces ont un caractère contractuel et, en cas de non-conformité ou de divergence d'interprétation entre leurs clauses, chaque pièce l'emporte sur la suivante dans l'ordre de l'énumération ci-dessus.

En cas de conclusion d'un marché subséquent, les pièces de l'accord-cadre, qui s'imposent, ne seront pas obligatoirement jointes au contrat. Cependant le Titulaire ne pourra en aucun cas invoquer leur ignorance pour se dérober aux indications/engagements qui y sont contenues.

Le cas échéant, par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC, les documents contractuels constitutifs des marchés subséquents sur le fondement de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

1. Les pièces constitutives de l'accord-cadre,
2. L'Acte d'engagement du marché subséquent dûment rempli et signé et ses annexes financières et sociales complétées,
3. Le Cahier des Clauses Particulières (CCP) du marché subséquent et ses annexes éventuelles le cas échéant,

4. Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance du marché subséquent et leurs avenants,
5. L'offre du marché subséquent du Titulaire et le cas échéant ses annexes techniques
6. Les bons de commande et leurs éventuelles annexes, les ordres de modification, accords de modification, ordres de service.

Ces pièces ont un caractère contractuel et, en cas de non-conformité ou de divergence d'interprétation entre leurs clauses, chaque pièce l'emporte sur la suivante dans l'ordre de l'énumération ci-dessus.

Les Parties peuvent convenir de rendre contractuels certains comptes rendus de comité réalisés dans le cadre des comités de projet ou contractuels, sans qu'ils ne puissent bouleverser les présentes stipulations contractuelles, par simple apposition de cette mention sur les comptes rendus. Tel est notamment le cas lors de réengagements sur le planning d'exécution.

Article 6. Modalités de conclusion des marchés subséquents

Certaines prestations nécessitant une expression de besoin spécifique de l'ASP pour pouvoir être réalisées pourront comprendre la conclusion de marchés subséquents.

Pour la passation des futurs marchés subséquents, le Pouvoir adjudicateur adresse au Titulaire, sur son profil acheteur :

- Une lettre de consultation définissant *a minima* :
 - le contenu de la prestation attendue,
 - la date de réalisation envisagée et sa durée,
 - le délai maximum pour la remise de l'offre,
 - les documents contractuels (cf. article 5),
 - les modalités de remise de l'offre du Titulaire,
 - le cas échéant, les modalités de négociations.

Ces éléments seront adaptés à chaque marché subséquent en fonction des particularités des prestations à réaliser.

Les périmètres sur lesquels des marchés subséquents pourront être conclus sont précisés au sein des CCP de chaque marché subséquent.

En tout état de cause, le Titulaire s'engage à répondre aux sollicitations du Pouvoir adjudicateur pour la mise en œuvre des éventuels marchés subséquents. Le Titulaire est informé que la non-réponse ou le retard dans la réponse aux consultations lancées pour la conclusion des marchés subséquents est passible de sanctions dans les conditions énoncées au sein de l'annexe 5 « Convention de service, critères de qualité et indicateurs » et de l'article « Résiliation » du présent CCAP.

Article 7. Durée de l'accord-cadre et des éventuels marchés subséquents et délais d'exécution

La durée de l'accord-cadre et les modalités de reconduction sont précisées dans l'acte d'engagement.

Les délais d'exécution sont indiqués au présent CCAP, dans chaque CCTP, dans chaque bon de commande et/ou dans chaque marché subséquent.

Les marchés subséquents peuvent être conclus pendant toute la durée du présent accord-cadre.

La durée d'exécution des marchés subséquents ou des bons de commande ne peut conduire à une exécution au-delà de six (6) mois après la date limite de validité de l'accord-cadre.

Article 8. Considérations sociales

8.1 Modalités d'exécution relatives à l'impact social des prestations

Le Schéma de Promotion des Achats Socialement et Ecologiquement Responsable (SPASER) de l'Agence définit et priorise les actions à mener par l'établissement dans le domaine de l'achat durable. Son axe 2 a notamment pour objectif de faciliter l'insertion sociale des personnes éloignées de l'emploi par l'activité économique et lutter contre les inégalités.

Les obligations s'imposant au Titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée. Le Titulaire doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de l'accord-cadre sur simple demande de l'Acheteur.

Les éventuels sous-traitants du Titulaire sont soumis aux règles précitées.

Dans l'optique de l'axe 2 de son SPASER, l'Agence évalue la possibilité de faire réaliser tout ou partie de ses différents besoins par une structure du secteur du travail protégé et adapté, de l'insertion par l'activité économique, de l'ESS (etc.) et ce, dès le premier euro.

Ainsi, le Titulaire doit être en mesure d'identifier, en cours d'exécution de l'accord-cadre, sur simple demande de l'Acheteur, les entreprises inclusives concourant à la réalisation des prestations objet du marché.

Les éventuels sous-traitants du Titulaire sont soumis aux règles précitées.

Le titulaire devra détailler ses engagements dans le cadre de son mémoire technique.

8.2 Modalités de réalisation relatives à la Clause sociale d'insertion

Le SPASER de l'Agence définit et priorise les actions à mener par l'établissement dans le domaine de l'achat durable. Son axe 2 a notamment pour objectif de faciliter l'insertion sociale des personnes éloignées de l'emploi par l'activité économique et lutter contre les inégalités.

En application de l'article L2112-2 du Code de la Commande Publique 2019, les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère social qui visent la promotion de l'emploi des personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion et de lutte contre le chômage.

Cette clause sociale se traduit par un nombre d'heures d'insertion à réaliser sur la durée du marché, reconductions comprises, selon les volumes suivants :

- **Pour les bons de commande : 5 heures d'insertion par tranche de 10 000 € HT facturés ;**
- **Pour les marchés subséquents : chaque marché fera l'objet d'une étude qui déterminera au cas par cas l'application ou non de la clause sociale.**

L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières. Cela consistera à réserver au public visé le nombre d'heures sur lequel le titulaire se sera engagé et qui fera l'objet d'un critère de notation en application de l'article L2152-7 du CCP 2019.

La clause sociale d'insertion obligatoire peut être réalisée par le ou les titulaire(s) et/ou par son (ou ses) sous ou cotraitant(s). Dans ce cas, l'objectif d'heures d'insertion peut être réparti au prorata du montant de la part d'activité.

- **Les publics visés**

L'objectif est de procéder à des recrutements à l'occasion de l'obtention du marché.

Les candidats peuvent être proposés par l'Unité Clauses Sociales ou repérés par l'entreprise.

Dans ce dernier cas, cette dernière devra présenter tous les éléments permettant de justifier de la situation de la personne au moment de son embauche qui devra s'effectuer dans les dates d'exécution du marché.

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières dont l'éligibilité de la candidature aura été validée dans le cadre du dispositif d'accompagnement des clauses d'insertion.

Les personnes concernées par cette action seront :

- des jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois, s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi,
- les publics reconnus Travailleurs Handicapés au sens de l'article L5212-13 du code du travail, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi,
- des Demandeurs d'Emploi de Longue Durée (plus de 12 mois d'inscription à France Travail)
- des allocataires du RSA en recherche,
- les bénéficiaires de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'Allocation d'Insertion (AI), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH) ou de l'Allocation d'Invalidité,
- les publics seniors de plus de 50 ans demandeurs d'emploi depuis au moins 6 mois,
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire,
- les personnes résidant en Quartiers Prioritaires Politiques de la Ville et éloignées de l'emploi,
- les personnes prises en charge par les dispositifs de l'insertion par l'activité économique (SIAE) définies à l'article L-5132-4 du code du travail, les personnes prises en charge par les dispositifs particuliers notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE), les Ecoles de la deuxième chance (E2C) ainsi que les personnes en parcours d'insertion au sein des Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ)...

En outre, l'unité clauses sociales d'insertion peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion sur avis motivé de France Travail, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), des Missions Locales ou des Maisons Départementales pour les personnes handicapées (MDPH).

Tous les publics décrits ci-dessus sont éligibles quelles que soient les structures qui portent leur contrat de travail.

Les candidats peuvent être identifiés par l'attributaire ou proposés par le dispositif d'accompagnement dont les coordonnées figurent ci-dessous

En tout état de cause, l'éligibilité de la candidature de ces publics aura, préalablement à tout recrutement, été validée dans le cadre du dispositif d'accompagnement des clauses sociales

Durée de valorisation : une personne recrutée à l'occasion d'une clause sociale reste éligible durant 24 mois minimum et durant cette période, son temps de travail pourra être valorisé en réponse aux objectifs d'insertion.

Si la personne est recrutée en alternance, le temps de travail et de formation sera comptabilisé en réponse aux objectifs d'insertion.

Dans le cas où une personne recrutée à l'occasion d'un marché intégrant une clause sociale voit son contrat transformé en CDI, elle sera valorisable jusqu'au terme du marché considéré.

o **Modalités de mise en œuvre**

Cela consiste, pour l'attributaire retenu, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution des prestations à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous, avec possibilité de les cumuler :

➤ **1^{ère} modalité** : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec des structures inclusives. Les coordonnées des structures répondant à ces caractéristiques peuvent être communiquées par l'Unité clauses sociales ou sont accessibles sur le moteur de recherche de la Plateforme de l'inclusion : <https://lemarche.inclusion.beta.gouv.fr/>

➤ **2^{ème} modalité** : la mise à disposition de salariés
L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir :

- D'une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI)
- D'une Association Intermédiaire (AI)
- D'un Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ)
- D'une Entreprise Adaptée de Travail Temporaire (EATT)

➤ **3^{ème} modalité** : l'embauche directe dans l'entreprise titulaire du marché (CDD, CDI ou alternance)

Il est possible d'opter pour l'une ou l'autre de ces formules ou une combinaison de celles-ci.

- **Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre de la clause sociale d'insertion**

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, l'ASP propose une procédure spécifique d'accompagnement qui peut être sollicité en prenant attache auprès de Limoges Métropole – Communauté urbaine :

Limoges Métropole - Communauté urbaine
Direction de la politique de la ville, de l'emploi et du développement social
Unité Clauses Sociales
19, rue Bernard Palissy
CS 10001 - 87031 LIMOGES cedex 1
Tél : 05 55 45 78 93
Facilitatrices : **Véronique THALAMY / Hortense DUGAY / Johanna NIVARD**

De son côté, le titulaire désigne un interlocuteur dont l'identité sera transmise au dispositif d'accompagnement.

Protection des données par Limoges Métropole :

Le titulaire est informé que les données collectées seront traitées, par Limoges Métropole, dans le logiciel ABC Clause (développé par la société Cityzen du Groupe UP à la demande de l'Alliance Ville Emploi, qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL).

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du Donneur d'ordre, les représentants de tous les partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion. Limoges Métropole est responsable du traitement des données collectées. Ces données personnelles sont : le nom de la structure, son numéro de SIRET et les coordonnées de l'interlocuteur.

La finalité de ce traitement est la mise en œuvre des clauses sociales au profit des publics en insertion. Les clauses sociales constituent un levier dans la mise en œuvre d'un parcours vers l'insertion durable des personnes éloignées de l'emploi.

Toute réutilisation des données sera conditionnée au respect de ces finalités, ou en poursuivant des finalités compatibles. Les données personnelles collectées font l'objet de fiches d'orientation et de fiches de positionnement qui pourront être transmises aux organismes suivants, dans la seule finalité de poursuivre les objectifs de la clause sociale :

- Maîtres d'ouvrage,
- Entreprises,
- Organismes de formation,
- Acteurs du service public de l'emploi,
- Structures d'Insertion par l'Activité Economique.

La collecte des données personnelles n'excède pas ce qui est strictement nécessaire à ces finalités. Limoges Métropole n'intègre à son traitement de données personnelles que les informations susceptibles de guider les organismes d'insertion dans l'accompagnement des personnes.

Les données personnelles collectées seront conservées 10 ans. Au-delà de cette durée, les données seront détruites.

Conformément au Règlement général de protection des données personnelles (Règlement de l'Union européenne n°2019/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016), le Titulaire peut exercer à tout moment un droit d'accès sur les données personnelles concernées et obtenir une copie gratuite des données collectées.

Le Titulaire peut également, à tout moment et sans justification, exercer un droit de rectification ou d'effacement des données.

Toutes les demandes concernant le présent traitement de données personnelles est à adresser à l'unité clauses sociales, au 05.55.45.29.86 ou 05.55.45.78.95 ou 05.55.45.78.93 ou insertion-clauses-sociales@limoges-metropole.fr

Confidentialité des données personnelles fournies au Titulaire :

Pour sa part, le Titulaire s'engage à prendre toutes les mesures, nécessaires et suffisantes, pour garantir la confidentialité et la sécurité des données concernant le dispositif d'accompagnement.

Le Titulaire du marché s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter :

- Veiller à ce que son personnel et le personnel des sociétés sous-traitantes soient strictement tenus à des devoirs de secret professionnel,
- Ne pas divulguer ces données sous quelque forme que ce soit à des tiers non habilités, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales.

En général, ces informations (quelle qu'en soit la forme) ne peuvent, sans autorisation écrite du pouvoir adjudicateur, être communiquées à des tiers.

o Le contrôle de l'action d'insertion

Il sera procédé par tous moyens au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le Titulaire s'est engagé.

A cet effet, le Titulaire engagé dans la démarche fournit aux facilitatrices :

- Avant chaque recrutement d'un ou une candidat(e) identifié(e) par l'entreprise, toutes les informations nominatives administratives relatives à sa situation au regard de l'emploi : fiche de renseignement et justificatif d'éligibilité selon la liste fournie, CV à jour, ou tout autre élément permettant de justifier de sa situation (coordonnées du conseiller emploi par exemple).

- Avant le 15 de chaque mois, tous renseignements utiles propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause sociale d'insertion et son évaluation : date d'embauche, nombre d'heures réalisées selon les options choisies, type de contrat, poste occupé.

En cas de sous-traitance, le Titulaire est responsable de la bonne remontée des informations à l'unité clause sociale.

Le refus caractérisé de transmission de ces renseignements peut entraîner l'application d'une pénalité prévue à l'article dédié du CCAP.

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution du marché, le maître d'ouvrage peut, à tout moment, décider d'inscrire le suivi de la clause sociale à l'ordre du jour d'une réunion de suivi de l'exécution de la prestation.

Dans le cas d'une mise à disposition de personnel ou de sous-traitance à un opérateur d'insertion, les heures d'insertion ne seront comptabilisées qu'à compter du paiement effectif de la prestation au tiers concerné.

Afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes recrutées par l'entreprise et pour faciliter la gestion de la clause par ladite entreprise, à compter de l'attribution du marché et pendant son exécution, l'entreprise attributaire du marché peut solliciter, auprès du facilitateur mentionné au présent article du CCAP, la globalisation des heures d'insertion au cas où elle serait attributaire d'un ou plusieurs autres marchés :

- Comportant une clause sociale d'insertion
- S'exécutant dans le même délai d'exécution
- S'effectuant dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur

Cette demande de globalisation des heures d'insertion vise à permettre à l'entreprise, qui s'engage par ailleurs à réaliser l'ensemble des prestations liées aux marchés concernés, d'affecter la ou les personne(s) recrutée(s) dans le cadre des clauses, à la réalisation d'une seule des prestations prévues par les différents marchés.

La demande doit être adressée au facilitateur. Elle peut être déclarée recevable par l'unité clauses sociales mentionnée au présent article du CCAP aux conditions suivantes :

- Si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion
- Si la mesure recueille l'accord des maîtres d'ouvrages concernés
- Si la mesure est applicable dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur
- Si la mesure concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales d'insertion a été vérifiée par le facilitateur.

En tout état de cause, cette demande doit être faite préalablement à la prise de poste du salarié et les heures d'insertion réalisées dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés sont affectées, au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés, à due proportion.

Par ailleurs, lorsque le Titulaire rencontre des difficultés pour assurer son engagement, il doit informer le maître d'ouvrage par courrier recommandé avec AR avec copie au dispositif d'accompagnement.

Dans ce cas, l'unité clauses sociales étudiera avec le Titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou encore l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, la suspension ou l'annulation partielle ou totale de la clause sociale est subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés transmis à la DREETS ou au juge.

A l'issue de l'exécution du marché, il est procédé, de façon contradictoire, au bilan de l'exécution de l'action d'insertion.

En cas de manquement grave du prestataire à son engagement d'insertion, l'Agence de services et de paiement peut procéder à la résiliation du marché conformément à l'article dédié du présent CCAP.

8.3 Attentes en termes de RGAA

Le Titulaire s'assure du respect des normes d'accessibilité (RGAA : Référentiel Général d'Amélioration de l'Accessibilité) qui lui sont applicables, selon les modalités définies au CCTP et dans le cadre des engagements qu'il a pris au sein de son offre technique.

Article 9. Considérations environnementales

9.1 Modalités d'exécution relatives à l'impact environnemental des prestations

Le Schéma de Promotion des Achats Socialement et Écologiquement Responsable (SPASER) de l'Agence définit et priorise les actions à mener par l'établissement dans le domaine de l'achat durable. Son axe 3 : « Participer à la transition écologique et à la mise en œuvre d'un numérique responsable », et son axe 5 : « Réaliser des achats justes et économes en termes d'énergie, de ressources et de prix » ont notamment pour objectif de diminuer l'impact environnemental des achats de l'Agence.

Le Titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de préservation des ressources (notamment via une consommation énergétique raisonnée) et d'émission de gaz à effet de serre.

Par ailleurs, soucieuse de s'inscrire dans une démarche de développement durable, l'ASP impose au Titulaire d'exécuter le marché en fonction de moyens et de méthodologies de travail plus respectueux de l'environnement, inscrits dans une dimension d'éco responsabilité.

Ainsi, les livrables mis à disposition seront sous format dématérialisés. Dans le cas exceptionnel où la distribution de supports ou d'éléments indispensable à la réalisation des prestations serait effectuée sous format papier, l'usage de papier recyclé ou, à défaut, de papier issu de forêts gérées durablement, est obligatoire.

Les fournitures et les produits utilisés, ainsi que les matériels, afférents aux présents marchés, se doivent d'être obligatoirement conformes aux normes en vigueur dans la profession, permettent une exécution optimale des prestations mais doivent également concourir à la promotion d'une économie circulaire.

Le cas échéant, ils devront intégrer les concepts de réemploi, de réutilisation ou de recyclage dans leurs conceptions et leurs mises à disposition.

Par ailleurs, le CCTP prévoit des exigences spécifiques en matière d'écoconception.

Le Titulaire devra détailler ses engagements dans le cadre de son mémoire technique.

9.2 Modalités de réalisation propres au présent marché

Il est attendu du titulaire le respect du référentiel général d'éco-conception de service numérique.

Les profils amenés à exécuter les prestations mettent en œuvre les bonnes pratiques de ce référentiel.

Le titulaire devra détailler ses engagements dans le cadre de son mémoire technique.

Article 10. Établissement des prix

10.1 Type et forme des prix

Le marché est traité à prix unitaires et forfaitaires. Les prix sont définitifs.

10.2 Contenu des prix

Les prix de l'ensemble des prestations sont établis hors taxe et en euros.

Les prix figurent dans l'annexe financière n°1 à l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés complets et comprennent les charges fiscales et parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais, notamment de transport ou de livraison à l'adresse indiquée par l'administration, de déplacement, d'hébergement ou de restauration du personnel du Titulaire, d'éléments nécessaires à l'exécution des prestations telles qu'elles sont décrites dans le présent marché. Les coûts comprennent également tous les frais de licences nécessaires à l'utilisation de produits non structurants pour le fonctionnement du LDA mais utiles au Titulaire pour la réalisation de ses prestations (messagerie, visioconférence, GED, autres outils à usage interne du candidat...).

En complément de l'Article 10.1 du CCAG-TIC, les prix de l'accord-cadre sont réputés complets pour la durée des prestations et doivent comprendre, qu'ils soient forfaitaires ou unitaires :

- toutes préparations et comptes rendus de toute forme de réunions,
- la concession de droit d'utilisation des résultats issus des méthodes, des outils et des documents utilisés pour réaliser les prestations objet de l'accord-cadre et de leur(s) éventuel(s) marché(s) subséquent(s),
- la propriété des outils et des résultats conçus et réalisés dans le cadre de chaque prestation.

10.3 Date d'établissement des prix initiaux

Les prix initiaux sont établis en euros aux conditions économiques du mois de remise des offres.

10.4 Révision / actualisation des prix

10.4.1 Modalités des Prix révisables :

10.4.1.1 Modalités de calcul de la révision des prix

Pour l'ensemble des prestations, les prix sont révisables une fois par an, chaque 1^{er} janvier, à partir du 1^{er} janvier 2027, à la hausse ou à la baisse par référence aux variations du ou des indices présents dans la formule suivante :

$$P = P_i \times (0,15 + 0,85 (SYN_f / SYN_i))$$

dans laquelle :

P = prix révisé en euros hors taxes,

P_i = prix initial, tel qu'il figure à l'acte d'engagement ou à l'annexe financière, en euros hors taxes, établi aux conditions économiques en vigueur à la date de remise des offres, ou prix à la date de la dernière révision,

SYN_i = valeurs initiale, dernière valeur publiée ferme de l'indice SYNTEC révisé 3 mois avant la date de remise de l'offre

SYN_f = valeur finale, dernière valeur publiée ferme de l'indice SYNTEC révisé 3 mois avant la date de révision prévue

En cas d'arrêt d'une série chronologique par l'INSEE, l'ancienne série sera poursuivie par la nouvelle série proposée par l'INSEE.

Dans le cas où les dispositions légales ou réglementaires ne permettraient pas l'application de la présente clause de révision (disparition ou modification des indices de référence), les nouvelles dispositions en vigueur s'y substitueraient, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant. Le Titulaire informera alors l'ASP des nouveaux indices utilisés et de leurs valeurs retenues.

10.4.1.2 Règles d'arrondis

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG/TIC, lors de la mise en œuvre de la formule de révision des prix, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum quatre décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis sont traités de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

10.4.1.3 Modalités d'application de la révision des prix

Les nouveaux prix, dûment révisés, s'appliquent à toutes les commandes émises à partir du 1^{er} janvier de l'année suivant la demande de révision.

Les prix révisés ne varient plus jusqu'à la prochaine demande de révision, date à laquelle ils font l'objet d'une nouvelle révision le cas échéant. Dès validation de la variation, la nouvelle version de l'annexe « Annexe financière » est datée, numérotée (« v2, v3 » etc.) puis communiquée et/ou mise à disposition par le Titulaire à l'ASP. Les modalités de communication et/ou de mise à disposition des prix révisés sont fixés conjointement entre le Titulaire et l'ASP postérieurement à la publication. **Les taux de remise, rabais, remise, coefficient de vente, prévus sont fermes sur la durée totale du marché, reconductions comprises.**

10.4.1.4 Périodicité de la révision des prix

Pour l'ensemble des prestations, le Titulaire adresse à l'ASP, au plus tard trente (30) jours calendaires avant la date d'effet, par tout moyen permettant de donner date certaine, les nouveaux prix publics révisés, ainsi que les anciens prix et les éléments permettant de justifier la révision ainsi que le cas échéant, les nouveaux catalogues associés.

En cas de révision à la baisse, le pouvoir adjudicateur informe le Titulaire au plus tard trente (30) jours calendaires avant la date d'effet, par tout moyen permettant de donner date certaine, les nouveaux prix publics révisés, ainsi que les anciens prix et les éléments permettant de justifier la révision. Le Titulaire sera invité à vérifier les prix révisés.

En aucun cas les nouveaux tarifs ne devront être appliqués sans accord écrit du représentant du pouvoir adjudicateur.

En aucun cas, une révision des prix ne sera rétroactive. En cas de non transmission dans les délais et formes mentionnés, les tarifs restent applicables pour l'année suivante.

La prise en compte des nouveaux prix et le cas échéant, catalogue, est notifiée au Titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine. La révision des prix s'applique à l'ensemble des prestations commandées postérieurement à sa date d'entrée en vigueur.

10.4.2 Clause butoir et clause de sauvegarde

Si la hausse annuelle résultant de la révision est supérieure de 5% aux derniers prix révisés du marché, l'ASP se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité pour sa partie non exécutée, hausse précédente comprise.

10.5 Offre promotionnelle

Le Titulaire a la faculté de proposer une offre promotionnelle à l'ASP pour une durée limitée. Le tarif promotionnel fait l'objet d'un document dédié annexé au marché et vaut pour la durée limitée précitée. A l'expiration de la période promotionnelle, les prix du marché prévus en annexe financière à l'acte d'engagement sont de nouveau en vigueur.

Article 11. Conditions générales d'exécution

11.1 Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont indiqués au CCTP, dans chaque bon de commande ou marché subséquent le cas échéant.

11.2 Lieux d'exécution des prestations

En règle générale, les prestations ont lieu dans les locaux du Titulaire et le cas échéant, de ses cotraitants ou de ses sous-traitants, ou en situation de télétravail, à ses frais, et si nécessaire, durant la phase de prise connaissance, dans ceux du Titulaire du marché actuel de « Prestations de pilotage et de coordination générale de la maîtrise d'œuvre, de développement, de maintenance et d'exploitation des domaines applicatifs, d'hébergement et de supervision des environnements techniques du système Isis et prestations associées, d'innovation » (MP18-19).

Pour les opérations réalisées dans les locaux du Titulaire, l'ASP demande au Titulaire à ce que ceux-ci soient situés à une distance raisonnable des locaux de l'ASP, de sorte à ce qu'il puisse s'y rendre par transport ferroviaire dans un délai inférieur à cinq (5) heures, pour procéder à tout contrôle ou opération qui lui semblerait nécessaire au suivi des prestations.

Pour certaines opérations de vérification ou pour la tenue de certaines réunions, les équipes du Titulaire peuvent être amenées à se rendre et travailler dans les locaux de la Maîtrise d'Ouvrage, situés actuellement à Montreuil (93).

Sauf dérogation prévue dans les documents applicables, les livraisons s'effectuent dans les locaux de l'ASP ou dans ceux du Titulaire de l'accord-cadre.

11.3 Horaires d'interventions

Les horaires d'interventions sont prévus au sein de l'annexe convention de services du CCTP.

11.4 Modalités d'engagement des prestations

11.4.1 Contenu des bons de commande

L'ensemble des prestations ou les prestations feront l'objet de bons de commande sur la base des tarifs figurant dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

La personne habilitée à signer les bons de commande est le président directeur général de l'ASP ou son représentant.

Les bons de commande seront adressés au Titulaire par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception (courriel avec accusé de réception). La date de réception vaut date de notification.

Conformément à l'article 3.7.2 du CCAG TIC, le Titulaire disposera de 15 jours ouvrés au maximum à compter de la date de notification de chaque bon de commande (soit la date de l'accusé de réception du courriel), pour présenter ses observations par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception.

Passé ce délai, la commande est réputée acceptée sans réserve.

Les observations du Titulaire, si elles sont reconnues fondées par le service, feront l'objet d'un rectificatif au bon de commande, transmis selon le même formalisme.

Chaque bon de commande comporte les éléments suivants :

- la référence au marché / marché subséquent,
- les références du bon de commande (numéro, date d'émission),
- les références du Pouvoir adjudicateur,
- les références du Titulaire,
- la désignation de l'UO / la prestation commandée,
- le cas échéant, le délai d'exécution
- le cas échéant, la date de début des prestations,
- le cas échéant, la date de fin des prestations, dans le respect des délais d'exécution,
- toute précision utile quant à l'exécution des prestations,
- le cas échéant, le nombre de jours commandés
- le cas échéant, la période concernée
- pour chacun des types d'unités d'œuvre commandées :
 - o le libellé,

- le nombre d'unités d'œuvre,
- les prix unitaires et/ou forfaitaires HT
- les montants totaux HT et TTC
- le taux et le montant de la TVA
- les informations ASP Chorus (n° SIRET ; TVA CEE ; Code service, n° marché, n° EJ)

Toute modification faite par le Titulaire sur le bon de commande sera réputée non écrite.

11.4.2 Modification d'un bon de commande

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'ajouter/modifier des prestations relatives à un bon de commande notifié, via l'émission d'un bon de commande complémentaire émis sur la base du devis préalable du Titulaire établi conformément à l'annexe financière de l'acte d'engagement.

11.4.3 Annulation d'un bon de commande

A cette occasion, l'ASP prend à sa charge uniquement les frais des prestations objet de la commande que le Titulaire aurait pu engager antérieurement à l'annulation, dans la mesure où le Titulaire produit les justificatifs afférents, dans la limite du montant total HT de la commande.

11.4.4 Absence de commande

Aucune indemnité ne sera octroyée au Titulaire en cas d'absence de commande de tout ou partie des prestations concernées.

Article 12. Conditions particulières d'exécution

L'annexe « convention de services, indicateurs et pénalités » au CCTP, le cas échéant, précisée et complétée pour chaque marché subséquent, constitue le document contractuel spécifique qui détermine, par activité, les obligations relatives à la qualité attendue des prestations, les niveaux de qualité attendus (Niveau de Service) et les pénalités correspondant à la non-atteinte de ces niveaux de qualité.

La convention de service complète les obligations définies dans les documents contractuels de l'accord-cadre et dans les documents contractuels d'un marché subséquent.

Le Titulaire s'engage à respecter les niveaux de service définis dans la convention de service. Le Titulaire fait son affaire de la détermination et de la mise en œuvre des moyens nécessaires pour se conformer à cet engagement.

En cas de non-respect d'un niveau de service, ou de défaut de fourniture complète et correcte des indicateurs prévus dans les documents contractuels de l'accord-cadre et à la convention de service, le Titulaire est redevable des pénalités prévues par ladite convention de service.

Les écarts entre les niveaux de service et les résultats effectifs sont mesurés suivant la périodicité prévue à la convention de service.

Les modalités d'organisation et d'exécution des prestations sont définies au CCTP et dans la convention de service.

Les Parties reconnaissent que, pendant toute la durée de l'accord-cadre et des marchés subséquents, qui constitue une période relativement longue eu égard au développement rapide des technologies, les critères de qualité et de disponibilité définis à la date de notification de l'accord-cadre et des marchés subséquents sont susceptibles d'évoluer et qu'il importe, dans l'intérêt des Parties, de veiller à la prise en compte, dans la convention de service de ces évolutions au titre de l'amélioration continue des techniques et des prestations.

Les Parties adhèrent au concept d'amélioration continue et conviennent qu'au titre de ce concept, il y aura lieu de modifier les niveaux de service pendant la durée contractuelle. Les modalités de cette évolution résulteront d'un commun accord entre les Parties et seront soumises annuellement aux instances de gouvernances correspondantes définies dans le Plan d'Assurance Qualité au titre de l'accord-cadre ou du marché subséquent concerné. En tout état de cause, en cas de désaccord, un dispositif d'escalade interne chez le Titulaire et à l'ASP se déclenche visant à trouver un commun accord entre les parties. En cas de persistance d'un désaccord suite à la mise en œuvre de ce dispositif, la décision de l'ASP prévaut.

Article 13. Obligations des cocontractants

13.1 Obligations communes

Les Parties s'engagent à se communiquer toutes les informations et documents en leur possession ou en faciliter la consultation par l'autre Partie dans la mesure où cela est nécessaire à l'exécution des prestations, objets du présent marché.

La langue de travail est le français, à ce titre l'ensemble des intervenants sur l'accord-cadre doivent maîtriser la langue française (niveau C2 minimum CECRL). Tous les documents afférant au marché sont rédigés en langue française.

Le présent contrat confie à son Titulaire la participation à l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le Titulaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le Titulaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

13.2 Obligations de l'ASP

L'ASP :

- met à la disposition du Titulaire les matériels, bureaux, moyens de communication et plus généralement l'ensemble des fournitures nécessaires à la réalisation de la prestation, lorsque les prestations se déroulent dans les locaux de l'ASP,
- s'assure de la participation effective de son personnel aux activités et réunions qui le concernent,
- assure toutes facilités au Titulaire pour l'exécution de ses prestations,
- sur demande du Titulaire, l'ASP s'engage à lui remettre tous les documents et informations en sa possession nécessaires à l'exécution des prestations commandées.

13.3 Obligations du Titulaire

13.3.1 Obligations générales

Toutes les obligations imposées au Titulaire et ses sous-traitants dans le cadre de l'accord-cadre sont identiques que ce soit en position de télétravail, dans les locaux du Titulaire ou physiquement dans les locaux ASP

13.3.2 Engagement de résultat

Le Titulaire s'engage à maintenir, pendant toute la durée de l'accord-cadre, un niveau de qualité résultant notamment :

- des stipulations de l'accord-cadre et de ses marchés subséquents, et des conventions de services associées,
- des normes françaises homologuées et des normes techniques établies par les groupes d'étude des marchés (GEM),
- des usages professionnels et des règles de l'art,
- du respect des normes ISO 27001 et ISO 27002, NIS2, RGS et RGPD au périmètre de l'accord-cadre.

Le Titulaire a une obligation de résultats dans l'exécution de ses engagements contractuels prévus notamment au CCTP et dans l'ensemble des pièces contractuelles prévues à l'article « Pièces constitutives » du présent CCAP. Il s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis par et pour ce type de marché, à consacrer les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au projet.

Pour ce faire, il s'engage à respecter les spécifications et modalités décrites dans les documents de l'accord-cadre et des marchés subséquents et notamment :

- à informer régulièrement l'administration de l'exécution et lui signaler sans délai toute difficulté rencontrée dans la réalisation des prestations,
- à vérifier la teneur de tous les documents, les informations, les renseignements et les éléments qui lui sont communiqués pour l'accomplissement de chaque prestation et à indiquer toutes les incohérences et erreurs décelées qui ont une incidence sur l'exécution des prestations,
- à respecter ses engagements, dans les délais prévus,
- à respecter la confidentialité concernant les prestations,
- à exécuter les corrections demandées par l'administration.

Le Titulaire est soumis à une obligation de résultat pour les prestations réalisées au titre de la prestation de réversibilité, quelle qu'en soit leur nature, et de mise en œuvre du management de la sécurité de l'information dès lors que tous les moyens lui permettant de réaliser ces prestations lui ont été fournis.

13.3.3 *Devoir de conseil*

Le Titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine spécifique pour lequel il intervient dans le cadre du présent accord-cadre, s'engage à communiquer au Pouvoir adjudicateur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment, en cas de dérive du projet à la réalisation duquel il participe, de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'avoir un impact sur le projet et ce, peu importe que l'origine provienne de son fait ou d'un intervenant ou du Pouvoir Adjudicateur lui-même.

A cet effet, le Titulaire doit, notamment :

- informer le Pouvoir adjudicateur s'il considère que ses besoins ne sont pas entièrement couverts et qu'ils doivent être complétés en conséquence ;
- alerter le Pouvoir adjudicateur de tout événement, évolution, incident ou manquement dont il peut avoir connaissance et qui pourrait affecter l'exécution des services ou la sécurité de fonctionnement des équipements et logiciels de l'administration, l'organisation et le bon fonctionnement des ressources informatiques de l'administration au sens large,
- conseiller le Pouvoir adjudicateur dans ses choix et ses demandes, notamment en matière d'évolution des services et de définition de nouveaux services ;
- contrôler tous les documents et informations techniques qui peuvent être fournis par le Pouvoir adjudicateur au prestataire ou par le prestataire au Pouvoir adjudicateur afin de s'assurer de leurs cohérence et exhaustivité ;
- informer et alerter sur les enjeux et conséquences de l'optimisation des services, de leur évolution, des choix de conception et d'architecture proposés pour optimiser les services et améliorer la qualité offerte aux utilisateurs.

En aucun cas, l'intervention du Pouvoir adjudicateur ne dégage le Titulaire de son devoir de conseil au titre de l'accord-cadre de la présente procédure, de sa responsabilité en tant que professionnel, ni le décharge de ses obligations.

13.3.4 Plan d'amélioration continue

Le Titulaire s'engage à accompagner l'ASP dans une démarche d'amélioration continue pendant toute la durée de l'accord-cadre. Dans ce cadre, le Titulaire soumet semestriellement à l'ASP des propositions d'amélioration continue lors du comité contractuel prévu dans la comitologie du CCTP de l'accord-cadre portant notamment sur :

- les procédures/processus suivis,
- les optimisations financières possibles,
- la gestion des ressources,
- la gestion des données,
- la gestion documentaire,
- l'industrialisation des prestations proposées,
- la correction des anomalies.

En tout état de cause, cette proposition semestrielle doit permettre un meilleur fonctionnement projet et une amélioration de la qualité de service.

13.3.5 Pièces et attestations

Le Titulaire (et ses éventuels co-traitants) est (ou sont) tenu(s), pour lui-même et pour ses éventuels sous-traitants, conformément à l'article R2143-8 du code de la commande publique, de mettre l'acheteur en position de pouvoir vérifier la régularité de sa situation fiscale et sociale tous les 6 mois, au regard des exigences de la commande publique.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement par l'ASP dès sollicitation, à l'adresse suivante : <http://www.e-Attestations.com>.

13.3.6 Modification affectant le Titulaire au cours du marché

Le Titulaire est tenu de communiquer immédiatement les modifications, survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,
- à sa raison sociale ou à sa dénomination,
- à son adresse ou à son siège social,
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,
- à un changement de situation au regard des interdictions de soumissionner mentionnées aux articles L2141-1 (et suivants), et L2341-5 du code de la commande publique,
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Article 14. Pilotage de l'accord-cadre

Le pilotage du présent accord-cadre fera l'objet d'un suivi à travers le comité de projet et le comité contractuel prévus au CCTP.

Article 15. Modalité d'intervention du personnel du Titulaire

Le Titulaire sera tenu de communiquer au Pouvoir adjudicateur toute modification dans l'organisation du personnel susceptible d'avoir un impact sur les conditions de réalisation des prestations, préalablement à leur mise en œuvre.

15.1 Affectation du personnel

Le Titulaire s'engage à assurer la stabilité et le niveau de compétence de ses équipes pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, et à associer durant les travaux relatifs au transfert de compétences les agents/intervenants désignés par la Personne publique. Si le taux de rotation du

personnel du Titulaire exécutant les prestations lui apparaît excessif (entre 30 à 50% de l'équipe permanente), l'ASP se réserve la possibilité de solliciter le Titulaire, afin que celui-ci lui transmette toute information concernant ce taux de rotation, les raisons expliquant ce taux, ainsi que le programme d'action rapide proposé en vue de la réduction du taux, ceci à ses propres frais.

Le Titulaire s'engage à ce que son personnel et/ou celui de ses sous-traitants autorisés, chargé d'assurer la fourniture des prestations dispose d'un niveau de formation et de qualification approprié pour fournir les prestations.

En cas d'absence, de départ ou de manque avéré de compétences d'une personne affectée à l'exécution des prestations, le Titulaire devra, dès qu'il en a connaissance, aviser par écrit la Personne publique et prendre toutes les dispositions pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Pour respecter cette dernière obligation et par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG, le Titulaire devra désigner un remplaçant de niveau équivalent et en communiquer le nom et les titres au Pouvoir adjudicateur, dans un délai de quinze (15) jours ouvrés à compter de la date d'annonce du changement d'intervenant et ce sans surcoût pour le Pouvoir adjudicateur. En tout état de cause, le Titulaire s'engage à respecter les niveaux minimums de compétences, expériences, prévues dans l'offre technique et dans l'ensemble des pièces contractuelles prévues à l'article « Pièces constitutives » du présent CCAP.

Le Titulaire s'engage à proposer au Pouvoir adjudicateur uniquement du personnel issu de ses effectifs ou de l'effectif de ses sous-traitants autorisés.

Dans le cas où le Titulaire souhaiterait faire intervenir un stagiaire, le stagiaire doit disposer d'une convention de stage avec le Titulaire et une structure diplômante ainsi que d'un maître de stage explicitement nommé.

15.2 Lien de subordination

Les salariés du Titulaire restent, pour la réalisation des prestations, sous la seule autorité et le pouvoir hiérarchique de leur employeur.

L'ASP ne doit en aucun cas se substituer au Titulaire qui doit assumer l'ensemble de ses responsabilités et obligations d'employeur. Dès lors, le Titulaire emploie et rémunère les membres de son personnel sous sa responsabilité exclusive au regard des obligations fiscales et sociales, en vigueur au jour de la signature du marché.

À ce titre, le Titulaire communique à l'ASP l'identité du responsable hiérarchique des salariés exerçant la prestation.

Article 16. Équipements et logiciels du Titulaire

Les équipements et logiciels requis pour la réalisation des prestations sont fournis selon les modalités définies au CCTP.

Article 17. Propriété intellectuelle / Utilisation des résultats

Les dispositions prévues à l'article 17 dérogent pour partie aux articles 43, 44, 45 et 46 du CCAG TIC pour les marchés informatiques.

17.1 Définitions des résultats

En complément de l'article 43 du CCAG-TIC, les « résultats » correspondent à la définition figurant à l'article « Définitions » du présent CCAP. Les résultats ne comprennent pas les logiciels standards acquis par l'ASP au titre du présent marché.

17.2 Définition de la documentation technique

La documentation technique désigne toute documentation se rapportant aux résultats ou aux connaissances antérieures et en particulier, sans que cette liste soit limitative :

- le descriptif détaillé des environnements techniques matériels et des développements spécifiques, d'intégration et, le cas échéant, de fonctionnement ainsi que les documentations techniques de développement et de maintenance correspondantes,
- les procédures de fabrication/intégration des résultats et des connaissances antérieures depuis l'installation de l'environnement de développement et d'intégration, la lecture, le chargement, les opérations de compression/décompression des supports fournis ainsi que la compilation des sources déposées, l'intégration, jusqu'à la production d'une version livrable,
- le cas échéant et surtout dans le cas d'une chaîne de développement de logiciels libres, les outils nécessaires au développement et à la compilation ainsi que le système d'exploitation compatible avec les codes sources des résultats et des connaissances antérieures,
- la documentation de conception et les documentations techniques associées telles que les dossiers techniques de conception, les dossiers d'études techniques, les dossiers de spécifications, les schémas de base de données, modèles conceptuels et physiques de données,
- les dossiers d'études techniques, de paramétrage, d'installation, de configuration, d'exploitation et de maintenance,
- les standards de programmation et de documentation, les dossiers et plans de test,
- la documentation préalable à la conception des résultats telle que notamment le cahier des charges et le document de présentation des besoins standards liés à l'utilisation des résultats,
- la documentation d'utilisation (manuel de l'utilisateur, aide en ligne),
- la documentation d'installation, d'exploitation, de maintenance ; de manière générale tout élément permettant à l'administration d'utiliser, d'exploiter et de maintenir les résultats, seule ou par le biais d'un tiers prestataire qu'elle désignera le cas échéant. La documentation technique est fournie de préférence sur support magnétique, optique ou support de stockage électronique (clé USB, SSD),
- la documentation sur le périmètre certifié ISO 27001 du système.

17.3 Définition des connaissances antérieures

En complément des dispositions de l'article 44 du CCAG-TIC, les connaissances antérieures du Titulaire désignent les composants logiciels (éléments, logiciels, briques logicielles, logiciels sous licence libre, bibliothèques, etc.), sous forme de codes sources (inclus tout composant logiciel ayant permis la compilation et la constitution des codes sources déployés en production) et le cas échéant d'exécutables et la documentation technique telle que définie ci-avant que le Titulaire utilise dans le cadre de l'exécution des prestations objet de l'accord cadre et :

- qui existent au jour de la notification de l'accord-cadre et qui appartiennent au Titulaire ;

ou

- qui existent au jour de la notification de l'accord-cadre ou sont créés postérieurement, et dont les droits de propriété intellectuelle appartiennent à des tiers ou sont sous licences libres, à l'exclusion des logiciels.

Les connaissances antérieures de l'ASP seront définies à travers les données d'entrées fournies par le Titulaire du marché actuel au Titulaire.

17.4 Régime général applicable

17.4.1 Régime des connaissances antérieures

Si, dans le cadre des prestations objet de l'accord-cadre, le Titulaire utilise des composants logiciels qui peuvent recevoir la qualification de connaissances antérieures au sens de l'article intitulé « Définition des connaissances antérieures » du présent CCAP, il s'engage à ce que les connaissances antérieures soient parfaitement identifiables et séparables techniquement des résultats de l'accord-cadre (c'est-à-dire que ces connaissances antérieures figurent dans des documents et fichiers sources distincts ou de manière identifiable).

Dans l'hypothèse où les connaissances antérieures seraient indissociables des résultats, par dérogation à l'article 44 du CCAG TIC, le Titulaire de l'accord-cadre cède à titre non exclusif à l'administration des droits identiques à ceux qu'il cède sur les résultats.

Cette cession des droits sur les connaissances antérieures indissociables est effective tant pour la France que pour l'étranger et pour toute la durée de protection desdits logiciels par le droit d'auteur. Les codes sources des logiciels qui peuvent recevoir la qualification de connaissances antérieures indissociables des résultats ainsi que la documentation technique sont livrés simultanément à la remise du code objet (code exécutable). Le Titulaire de l'accord-cadre est seul responsable de l'analyse et du respect des dispositions des licences couvrant les connaissances antérieures intégrées dans les résultats.

Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage à communiquer à l'administration, au plus tard six (6) mois avant la fin de l'accord-cadre, un rapport constitué de la liste complète des composants logiciels utilisés en précisant pour chacun d'eux les informations suivantes : nom du composant, nom du ou des auteurs, source (site internet par exemple) et licence (régime juridique).

Au cours de l'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire ne peut utiliser ou incorporer, sans l'accord préalable de l'ASP, des connaissances antérieures nécessaires à la réalisation des prestations attendues qui seraient de nature à limiter ou à rendre plus coûteux l'exercice des droits afférents aux résultats.

Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage à ce que les connaissances antérieures indissociables des logiciels puissent être caractérisées, par exemple à l'aide d'un mécanisme de suivi des versions (exemple : versioning, cvs) qui précise les différents régimes juridiques afférents à chaque élément des résultats.

Dans le cas où les méthodes, les outils, la documentation, le savoir-faire, le ou les dessin(s) d'écran, le ou les progiciel(s) utilisés pour cette étude appartiennent à un tiers, le Titulaire fait le nécessaire auprès du propriétaire afin que l'ASP puisse les utiliser sans en être inquiétée et sans supplément de prix.

Dans le cas où les interfaces développées ont été réalisées grâce à des outils, des bibliothèques de programmes, des fichiers, des générateurs, de la documentation, propriétés du Titulaire ou d'un éditeur, le Titulaire concède, dans le cadre de la destination mentionnée au présent CCAP à titre gratuit, un droit d'utilisation, de représentation, de reproduction et de diffusion du ou des exemplaire(s) des outils, des bibliothèques de programmes, des fichiers, du générateur, de la documentation, propriétés du Titulaire ou de l'éditeur auprès duquel il a obtenu le droit de diffuser son produit.

Les programmes et/ou fichiers incorporés dans la ou les interfaces développée(s) s'utilisent uniquement selon les fonctionnalités, les spécifications, les prescriptions et les précautions mentionnées au présent accord-cadre et dans la documentation du Titulaire ou de l'éditeur.

Le(s) interface(s) développée(s) (y compris les programmes et/ou fichiers incorporés) est (sont) utilisable(s) en local ou en réseau par tout utilisateur de la Personne publique.

En matière de logiciel libre, le Titulaire établit une liste des modules/composants logiciels qui, le cas échéant, sont sous licences libres avec mention du type de licence Open Source.

Ces modules/composants logiciels doivent être utilisables pour tout usage par l'ASP et par les tiers désignés par l'ASP dans les conditions prévues par la licence.

Ce droit d'utilisation des modules/composants logiciels doivent notamment recouvrir :

- le droit d'utiliser pour tout usage lesdits codes sources,
- le droit de modifier les codes sources,
- le droit d'effectuer des copies en nombre illimité.

17.4.2 Régime applicable aux logiciels standards

Pour toute fourniture de logiciel standard, le Titulaire concède à l'ASP un droit d'utilisation pour une durée illimitée ou limitée selon les modalités d'achat associées permettant la pleine utilisation des solutions déployées au travers des différentes prestations de l'accord-cadre dont il a la charge. Ce droit d'utilisation recouvre les programmes, les bases, les fichiers et la documentation, propriétés du Titulaire ou du ou des éditeur(s) auprès desquels il a obtenu le droit de distribuer leurs produits.

Le ou les exemplaires fournis s'utilisent uniquement selon les fonctionnalités, les spécifications, les prescriptions, la destination et les précautions mentionnées dans l'accord-cadre et dans la documentation du Titulaire et ce, par tout utilisateur de la Personne publique.

La concession ainsi octroyée permet l'utilisation en réseau.

Ce droit d'utilisation recouvre en particulier :

- le droit à la reproduction concernant le chargement, l'affichage, l'exécution, la transmission et/ou le stockage de l'exemplaire sur un support de stockage physique (disque dur, USB ou autres média) ou de manière immatérielle,
- le droit à un exemplaire de copie de sauvegarde par exemplaire et le droit à la duplication pour réaliser cette copie de sauvegarde, le droit d'étudier et de tester le fonctionnement du logiciel afin de déterminer les idées et principes qui sont à la base de n'importe quel élément du logiciel lorsque l'ASP effectue toute opération de chargement, d'affichage, d'exécution, de transmission ou de stockage de logiciel,
- la reproduction du code du logiciel et/ou la traduction de la forme du code du logiciel qui ne sont pas soumises à autorisation lorsque la reproduction et/ou la traduction, au sens du 1 ou du 2 de l'Article L.122-6 du Code de la Propriété Intellectuelle, sont indispensables pour obtenir les informations nécessaires à l'interopérabilité d'un logiciel créé de façon indépendante avec d'autres logiciels, sous réserve que soient réunies les conditions suivantes : ces actes sont accomplis par l'ASP ayant le droit d'utiliser un exemplaire du logiciel ou par un tiers désigné par l'ASP pour le compte de la Personne publique, les informations nécessaires à l'interopérabilité n'ont pas déjà été rendues facilement et rapidement accessibles, à l'ASP ou au tiers désigné par la Personne publique, ces actes sont limités aux parties du logiciel d'origine nécessaire à cette interopérabilité.

Les informations ainsi obtenues par l'ASP ou par le tiers désigné par elle pour son compte, doivent remplir les conditions d'information de l'Article L.122-6-1 du Code de la Propriété Intellectuelle.

Le Titulaire concède à l'ASP de façon illimitée ou limitée selon les modalités d'achat associées pour ses propres besoins, un droit d'utilisation des exemplaires de logiciels et/ou progiciels utilisés pour la réalisation des développements, adaptations, paramétrages et interfaces spécifiquement développés pour elle et nécessaires à leur utilisation par l'ASP et ce pour une durée illimitée ou limitée selon les modalités d'achat associées. Ce droit d'utilisation des exemplaires recouvre les programmes, les bases, les fichiers et la documentation, propriétés du Titulaire ou du ou des éditeurs auprès desquels il a obtenu le droit de distribuer leurs produits.

17.4.3 Régime applicable aux résultats (logiciels standards exclus)

Le Titulaire cède à titre exclusif à l'ASP, l'ensemble des droits d'exploitation afférents aux résultats qui comprennent le droit de les utiliser librement, de les reproduire, modifier, distribuer à des tiers et de distribuer les modifications. La cession intervient de plein droit et automatiquement, au fur et à mesure de la réalisation des résultats à la fin de chaque développement.

Au titre de cette cession des droits d'auteur, le Titulaire de l'accord-cadre cède à l'administration les droits mentionnés aux articles L.122-1 et suivants et L.122-6 du code de la propriété intellectuelle à savoir notamment :

- le droit d'utiliser les résultats, pour ses besoins propres ou au bénéfice de tiers, à titre onéreux ou gratuit, aux fins d'effectuer toutes formes de traitement, notamment infogérance et service bureau,
- le droit de reproduction et d'utilisation pour quelque usage que ce soit, par quelque procédé que ce soit, sur tout support actuel ou futur et, sans limitation de nombre tel que papier, électronique, magnétique, optique, vidéographique ou autre, pour toute exploitation, y compris en réseau,
- le droit de représentation et de diffusion, auprès de tout public, directement ou indirectement, de quelque façon que ce soit, sur quelque support que ce soit,
- le droit d'adaptation, entendu comme le droit de modifier, d'arranger, compiler, décompiler, modifier, assembler, transcrire tout ou partie des résultats, d'en faire la maintenance préventive, corrective, adaptative et évolutive, d'en réaliser de nouvelles versions ou de nouveaux développements, de le traduire en toute langue, transcrire dans tout langage de programmation, porter sur toute configuration, interfacer avec tout logiciel, base de données, produit informatique, d'en réutiliser les algorithmes à toutes fins, d'en intégrer tout ou partie vers ou dans des œuvres existantes ou à venir, et ce sur tout support connu ou inconnu à ce jour, de manière directe ou indirecte,

- le droit de distribution, notamment le droit de sous-licencier ou sous-traiter à tout tiers en tout ou partie, sous quelque forme que ce soit par tout type de contrat, et notamment par voie de licence, de contrat de prestation de service, sous toute forme, tout ou partie des droits concédés, à titre temporaire ou définitif, onéreux ou gratuit, et notamment le droit de faire réaliser la tierce maintenance applicative des résultats par tout tiers de son choix. Pour l'ensemble des droits susvisés, sont compris les modes d'exploitation pour tous les vecteurs, médias, techniques ou supports de communication, de toute nature, connus ou inconnus, et notamment :
 - la diffusion directe ou indirecte par tout moyen électronique, de télécommunication et de communication électronique, satellitaire ou par câble ; la télévision par voie hertzienne terrestre ou spatiale, analogique ou numérique,
 - la radio,
 - les réseaux intranet et internet,
 - les réseaux de téléphonie fixe ou mobile,
 - toute technologie client-serveur, client-léger, client-lourd, nuage de données,
 - les supports de toute nature, papier, électronique, magnétique, optique, disque, réseau, disquette, DVD, CDV, CDI, CD Rom, CD Worm, ordinateurs, smartphones, tablettes numériques.

Cette cession est effective tant pour la France que pour l'étranger et pour toute la durée de protection des résultats par le droit d'auteur. Les codes sources et la documentation nécessaires à la mise en œuvre des droits sur les résultats sont livrés, sur support exploitable, en même temps que le code objet. Il est expressément stipulé que, tant le code source que les commentaires afférents audit code, doivent demeurer neutres et anonymes, ceci dans le but de préserver l'identité de l'administration. Il appartient au Titulaire de s'assurer de l'exigence précitée.

La cession des droits de propriété intellectuelle est comprise dans le prix de l'accord-cadre et ne donne pas lieu à un complément de prix.

L'ASP peut réaliser un dépôt de marques, dessins ou modèles et/ou un dépôt des analyses, des maquettes, du progiciel et/ou des documentations, concernant tout développement. Le ou les dépôts sont à la charge de la Personne publique. Le Titulaire ne peut faire aucune revendication ni s'y opposer.

L'ASP dépose, si elle le désire, des analyses, des maquettes et des sources commentées des logiciels développés au fur et à mesure de leur fourniture par le Titulaire, à l'Agence de Protection des Programmes en tant que propriétaire des analyses, des maquettes, des sources, des exécutables et de la documentation du logiciel.

17.5 Revendications

Le Titulaire garantit l'ASP contre toutes les revendications des tiers relatives à l'exercice de leurs droits de propriété littéraire, artistique ou industrielle, à l'occasion de l'exécution des prestations et fournitures et de l'utilisation de leurs résultats, notamment pour l'exercice du droit de reproduire.

De son côté, l'ASP garantit le Titulaire contre les revendications des tiers, concernant les droits de propriété littéraire, artistique ou industrielle, les procédés ou les méthodes dont elle lui impose l'emploi.

Dès la première manifestation de la revendication d'un tiers contre le Titulaire ou la Personne publique, ceux-ci doivent prendre toute mesure dépendante d'eux pour faire cesser le trouble et se prêter assistance mutuelle, notamment en se communiquant les éléments de preuve ou les documents utiles qu'ils peuvent détenir ou obtenir.

La partie dont la garantie est appelée à jouer en application des stipulations du présent article assure la conduite de la défense et du procès de la partie mise en cause par tiers.

17.6 Transferts de droit

Le Titulaire s'engage à restituer/fournir à l'ASP, à l'issue de sa prestation ou sur simple demande de celle-ci, l'intégralité des résultats précités.

Concernant les logiciels standards, le transfert de droit est fonction des modalités d'acquisition. En tout état de cause, seul le cas d'acquisition suivant peut exister :

- les logiciels qui ont été achetés directement par l'ASP, aucun transfert n'a à être réalisé,

Dans ce cadre, le Titulaire a pour obligation :

- de préciser la liste détaillée des logiciels nécessaires à la satisfaction des besoins de l'ASP, dans le cadre de l'accord-cadre dont il a la charge, en distinguant :
 - les logiciels dont les droits d'utilisation seront – par l'intermédiaire du Titulaire – directement consentis à la Personne publique,
 - les logiciels dont les droits auront été ou seront consentis au Titulaire - et non pas directement à la Personne publique – et les conditions de transfert de ces droits du Titulaire vers la Personne publique, à l'issue du marché, à des fins d'exploitation de ces droits par la Personne publique, son représentant et ses services, et/ou tous tiers désignés par la Personne publique pour les besoins de cette dernière.
- en précisant, parmi les logiciels figurant dans la liste détaillée ci-dessus visée, ceux qui pourront être substitués par un ou plusieurs produits disponibles sur le marché des logiciels et des progiciels, avec mention des noms des produits et de leurs éditeurs,
- de préciser toute modalité de licensing spécifique dérogeant aux conditions générales de vente des éditeurs,
- d'obtenir et de communiquer à l'ASP, toutes informations de même nature concernant les transferts des contrats de maintenance desdits logiciels au bénéfice de la Personne publique.

La gestion technique et administrative de ces éléments dans le cadre des différentes prestations est à la charge du Titulaire dans le cadre de l'accord-cadre dont il a la charge, y compris la tâche de transfert de propriété lors de l'admission.

Article 18. Vérification et admission

Le présent article déroge pour partie aux conditions prévues par les articles 29 à 34 du CCAG TIC.

18.1 Modalités générales

Une prestation est, le cas échéant, découpée en étapes successives auxquelles sont associés des « livrables » qui correspondent à des résultats et/ou services, conformément aux modalités définies au CCTP.

Chaque étape fait l'objet de livraison. La livraison d'une étape correspond à la remise au Pouvoir adjudicateur, par le Titulaire, de tous les livrables de l'étape.

La réception totale (admission) des prestations correspond à la validation de l'ensemble des livrables correspondants à la prestation associée et est donc subordonnée à la réception de toutes les étapes.

Chaque prestation possède son propre mode de réception, en effet les étapes et leurs livrables associés varient en nature et en nombre d'une prestation à l'autre.

18.2 Modalités de vérifications techniques et fonctionnelles (VTF), de vérification d'aptitude (VA) et service régulier (VSR)

Les Vérifications Techniques et Fonctionnelles quantitatives et qualitatives (VTF), les Vérifications d'Aptitude (VA) et de Service Régulier (VSR) sont des étapes intermédiaires ou finales de vérification selon les modalités définies au CCTP qui permettent au Pouvoir adjudicateur de s'assurer de l'avancement des travaux et de l'adéquation de ceux-ci aux stipulations définies à l'accord-cadre tant du point de vue de la qualité que de la quantité.

Ces étapes attestent que les livrables (outils, documents, progiciels, logiciels, moyens mis en place, etc.) sont conformes aux attentes du Pouvoir adjudicateur et présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans l'accord-cadre ou dans le silence de celui-ci, par les normes et standards de la profession et l'état de l'art.

Elles ne donnent pas lieu systématiquement à des réglemets.

Lorsque les prestations font l'objet d'une VA et d'une VSR, le délai entre les étapes VA et VSR est fixée à 3 mois.

Par dérogation à l'article 30 du CCAG-TIC, le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'aviser le Titulaire des dates et heures fixés pour les vérifications, pour lui permettre d'y assister ou de se faire représenter.

18.3 Délais de vérification

Pour chaque étape, un délai maximum de vérification est fixé, et correspond au temps dont dispose l'ASP pour prendre une décision sur l'étape concernée. Ce délai est précisé au CCTP.

Par dérogation au CCAG-TIC, en l'absence de délai, le silence du Pouvoir adjudicateur ne vaut pas acceptation des prestations.

18.4 Décisions après vérification

A l'issue des vérifications et par dérogation à l'article 34 du CCAG-TIC, sous réserve des vices cachés, le Pouvoir adjudicateur prononcera soit la réception partielle, soit la réception totale (admission) des prestations, soit l'ajournement, soit la réception avec réfaction, soit le rejet des prestations, dans les conditions des articles 33 et 34 du CCAG-TIC.

18.5 Régime applicable en cas d'acceptation

Dans le cas où la réception (ou la réception avec réfaction) est prononcée, un procès-verbal (PV) attestant que les livrables réceptionnés sont conformes aux spécifications attendues est émis par le Pouvoir adjudicateur.

18.6 Régime applicable en cas de non-acceptation

18.6.1 Régime applicable en cas de non-acceptation et de non admission en l'état

Lorsque l'ASP estime que les prestations ne sont pas en totalité ou en partie conformes aux spécifications validées et ne peuvent être reçues en l'état, elle émet un procès-verbal de rejet valant constat défavorable.

En cas de constat défavorable établi par l'ASP, le Titulaire fournit une proposition de plan d'actions correctives dans un délai maximum de quinze (15) jours après réception dudit constat, sauf accord entre les Parties, afin de rendre conformes les prestations.

Chaque plan d'actions correctives identifie notamment, pour chaque remarque émise par l'ASP :

- la(les) solution(s) à mettre en œuvre,
- les délais associés à chaque solution,
- pour les livrables documentaires, le délai de mise à jour du document.

Le Titulaire établit un plan d'actions correctives par livrable ayant reçu un avis défavorable de la part de l'ASP.

En cas d'avis défavorable de la part de l'ASP sur la proposition de plan d'actions correctives du Titulaire, ou passé le délai de présentation de celui-ci, les représentants des Parties se rencontrent à l'initiative du Titulaire dans un délai de dix (10) jours ouvrés maximum, après réception de l'avis défavorable sur le plan d'action proposé par le Titulaire ou dans les délais imposés par l'ASP en l'absence de présentation de plan d'action.

Le Titulaire formalise ensuite un plan d'actions définitif qu'il soumet à l'ASP pour acceptation.

Dans tous les cas, le Titulaire présente à l'ASP les prestations mises au point, en application du plan d'actions accepté, dans le délai indiqué dans celui-ci.

Le délai imparti au Titulaire ne saurait être considéré comme un délai supplémentaire d'exécution ni comme une suspension du délai initial et le retard demeure pénalisable du premier jour du dépassement de la date contractuelle d'exécution jusqu'à la date d'acceptation des prestations.

Lorsque le Titulaire présente les prestations modifiées en application du plan d'actions correctives, l'ASP dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux opérations de vérifications, à compter de la date de leur nouvelle présentation par le Titulaire.

18.6.2 Régime applicable en cas de non acceptation et d'admission en l'état

Dans le cas où la ou les action(s) issue(s) du plan d'actions précité ne permet(tent) pas l'atteinte des exigences contractuelles prévues dans les documents contractuels listés au présent CCAP, la réduction de prix pratiquée par le Pouvoir adjudicateur s'élèvera à hauteur des manquements constatés.

En cas d'application, la facture correspondant aux prestations faisant l'objet de la réfaction sera retournée au Titulaire et comportera le motif et le taux de la réfaction. Le Titulaire adressera au Pouvoir adjudicateur une nouvelle facture prenant en compte le taux de réfaction.

Article 19. Garantie

Pour rappel, conformément aux dispositions prévues au CCTP, les développements de l'équipe cœur réalisés au titre de la prestation P4 ne font pas l'objet d'une garantie. Cet article concerne uniquement les développements réalisés par le Titulaire au titre de la sous-prestation SP5.2 du CCTP.

La garantie technique est une garantie de bonne exécution ou de bon fonctionnement concernant les nouveaux développements réalisés au titre de la prestation SP5.2, qui s'exercera dans les conditions de l'article 36 du CCAG TIC (par dérogation à l'article 36 du CCAG TIC, sur une durée de 3 mois, à compter de la validation de la recette marquée par le PV Vérification d'aptitude). A l'issue de cette période de garantie, les développements seront intégrés aux prestations de Tierce Maintenance Applicative réalisés par l'équipe cœur.

Les attendus et prestations à fournir au titre de la garantie sont détaillés au CCTP et au sein de son annexe « Convention de service, critères de qualité et indicateurs ».

Article 20. Réversibilité

Avant l'expiration de la durée contractuelle ou en cas de résiliation anticipée totale ou partielle de l'accord-cadre ou d'un marché subséquent, pour quelque motif que ce soit, une période de réversibilité des prestations est mise en œuvre par le Titulaire, à la demande du Pouvoir Adjudicateur, dans les conditions décrites au CCTP.

En cas de résiliation partielle, la réversibilité peut porter sur tout ou partie des prestations concernées par la résiliation partielle.

L'ensemble des dispositions contractuelles de l'accord-cadre s'applique à la période de réversibilité des prestations.

Le déclenchement de la procédure de réversibilité fait l'objet d'une décision du Pouvoir adjudicateur, notifiée au Titulaire, distincte de la décision, le cas échéant, de résiliation.

Le non-respect des conditions de la procédure de réversibilité décrite au CCTP et/ou dans le Plan de Réversibilité donne lieu à l'application de pénalités prévues au CCTP susvisé.

Le Pouvoir Adjudicateur et le Titulaire conviennent des dispositions financières suivantes, en ce qui concerne les prestations relatives à la procédure de réversibilité des prestations exécutées par le Titulaire :

- si la réversibilité découle d'une résiliation anticipée de l'accord-cadre ou d'un marché subséquent, suite à une faute du Titulaire et/ou un manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles, les prestations d'assistance à la réversibilité ne seront pas facturées au Pouvoir adjudicateur, sauf accord contraire entre les Parties,
- si la réversibilité découle de la survenance d'un cas de force majeure, les coûts de la procédure de réversibilité seront partagés par moitié entre le Pouvoir adjudicateur et le Titulaire,
- si la réversibilité découle de toute autre cause d'interruption du contrat, les coûts des prestations relatives à la réversibilité seront facturés au Pouvoir adjudicateur dans leur intégralité.

Après la restitution et/ou la portabilité des données appartenant au Pouvoir adjudicateur, le Titulaire s'engage à détruire toute copie existante dans ses systèmes d'information dans un délai de 72 (soixante-douze) heures de toutes les données que le pouvoir adjudicateur lui a transmises en exécution des présentes. Une fois détruites, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction. En outre, en cas de mauvaise exécution par le Titulaire des prestations décrites au CCTP et dans le Plan de Réversibilité, le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de prolonger la période de réversibilité, pour la durée nécessaire à la bonne exécution de la prestation de réversibilité, à la charge du Titulaire.

Article 21. Audit

En complément des spécifications du CCAG, hormis les audits de l'ASP, diligentés plusieurs fois dans l'année par des instances françaises et européennes, ce qui bien souvent entraîne des audits du Titulaire, la Personne publique se réserve la possibilité d'effectuer ou de faire effectuer en sus, par tout professionnel de son choix, à ses frais, moyennant un préavis de quinze (15) jours ouvrés et dans la limite de deux (2) fois par an et dans le strict respect des clauses usuelles de confidentialité (non-divulgaration, sous aucun prétexte, du résultat de l'audit à tout tiers), tous les contrôles et audits qu'elle estime nécessaires concernant la qualité d'exécution des prestations et/ou des livrables fournis par le Titulaire. Celui-ci ne pourra pas facturer de frais supplémentaires à l'ASP dans cette hypothèse.

Le Titulaire devra faciliter l'accès à toutes les informations dont la Personne publique, représentée par les personnes dûment mandatées pour exécuter cette mission, pourrait avoir besoin.

Les différents contrôles et mesures, matérialisés notamment par des constats ou des rapports effectués par la Personne publique sont opposables au Titulaire. La Personne publique a la possibilité de se faire assister par les tiers qu'elle désigne, pour l'exécution de ces contrôles et mesures.

Article 22. Pénalités et réfections

22.1 Généralités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG TIC, le dispositif de pénalité est prévu dans la convention de service en annexe au CCTP. Elles sont complétées par les pénalités applicables en matière de non-respect du droit du travail et de la clause d'insertion sociale.

Les différentes catégories de pénalités peuvent être cumulées.

Le paiement des pénalités est indépendant des autres sanctions auxquelles les manquements du Titulaire peuvent donner lieu (notamment engagement de la responsabilité du Titulaire, résiliation du marché, réfaction de prix).

Ne donnent pas lieu à pénalité les manquements du Titulaire qui seraient dus à l'inexécution par la Personne publique de ses propres obligations contractuelles, dans la seule limite des effets de cette inexécution sur les obligations du Titulaire.

Le Titulaire tient à jour un compteur de pénalités et en rend compte en réunion de suivi contractuel. En cas d'application des pénalités par le Pouvoir adjudicateur, le montant des pénalités est déduit du paiement ou des paiements intermédiaires, le cas échéant, effectués au profit du Titulaire et suivant le fait générateur de la pénalité.

Le cas échéant, le Pouvoir Adjudicateur peut également, s'il le souhaite, à tout moment, recouvrer les pénalités auprès du Titulaire par l'émission d'un titre exécutoire.

Les montants des pénalités sont soumis à un plafond : le montant annuel cumulé de toutes les pénalités ne peut pas dépasser 20% des montants commandés sur l'ensemble des prestations de l'accord-cadre et éventuels avenants, et de ses marchés subséquents et éventuels avenants, pour l'année considérée d'application des pénalités. Le plafonnement des pénalités s'effectue à chaque

fin de trimestre lorsque le montant trimestriel commandé considéré est connu ; en cas de plafonnement, le montant écrêté des pénalités, c'est à dire la part du montant au-dessus du plafond, est définitivement abandonnée et ne participe plus au calcul annuel des pénalités.

Au-delà de ce plafond, l'administration se réserve le droit de résilier sans préavis par lettre recommandée avec accusé de réception l'accord-cadre aux torts du Titulaire, sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être réclamés au titre des préjudices subis.

Dans le cas de résiliation du marché, les pénalités sont éventuellement appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

22.2 Pénalités relatives à la clause insertion sociale

Concernant le nombre d'heures à réaliser

En cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'heures de clause sociale dont la responsabilité est imputable au titulaire, il sera appliqué une pénalité à hauteur de 200 € par heure non réalisée.

Concernant les justificatifs des actions d'insertion

En l'absence ou refus de transmission par le titulaire des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution des heures d'insertion ou des engagements du plan de progrès, il sera appliqué une pénalité égale à 250 € par jour de retard à compter de la mise en demeure de l'ASP.

22.3 Pénalités relatives à la clause développement durable/environnementale

En cas de non-respect des obligations relatives aux obligations portées par le présent CCAP et aux engagements du Titulaire figurant dans l'annexe dédiée le cas échéant, il sera appliqué, pour chaque manquement observé, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité égale à 75 €.

22.4 Application des pénalités

Le Titulaire encourt les pénalités indiquées ci-dessus, sans mise en demeure préalable, sauf si les causes ne permettant pas de respecter ses obligations ne lui sont pas imputables. Il en est ainsi notamment si cette cause est le fait de l'ASP ou provient d'un évènement ayant le caractère de force majeure ou de catastrophe naturelle ou en cas de prolongation du délai d'exécution accordée par l'ASP.

Le calcul des pénalités sera partagé et validé à l'occasion des comités contractuels.

22.5 Réfections

Conformément à l'article 34.3 du CCAG-TIC, si après demande dûment motivée de l'ASP, la qualité d'une prestation reste insatisfaisante car ne répondant pas aux attentes de l'acheteur telles que définies dans les documents du marché et non conforme à la proposition technique du Titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de prononcer une réfaction du prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le Titulaire pourra présenter ses observations.

Dans le cadre des prestations de développements de la prestation P5, une réfaction pourra notamment être réalisée au regard des taux définis dans l'annexe financière au titre du coefficient d'expansion.

Article 23. Responsabilité et assurances

23.1 Responsabilité

23.1.1 Principes

Le Titulaire est responsable des conséquences dommageables directes de toute nature du fait du Titulaire ou causées à l'occasion de l'inexécution ou de la mauvaise exécution totale ou partielle de ses obligations, dans la limite des plafonds de responsabilité définis dans les CCTP.

Le Titulaire s'engage en conséquence à indemniser l'ASP du préjudice résultant pour lui des faits susmentionnés.

L'ASP et le Titulaire renoncent mutuellement à se demander réparation des dommages indirects ou non consécutifs à un dommage corporel ou matériel subis. Cette stipulation ne saurait cependant limiter le droit pour l'ASP d'appliquer les pénalités prévues au titre de l'accord-cadre concerné ou d'engager la responsabilité du Titulaire en cas de dol.

La responsabilité totale du Titulaire (et ses assureurs éventuels) au titre de l'accord-cadre est limitée pour toutes causes et tous dommages confondus, à l'exception des dommages corporels, à 10% du montant maximum hors taxe. Au-delà de ce montant, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts du Titulaire.

Le Titulaire n'est admis à s'exonérer, même partiellement, des responsabilités encourues par lui en application du présent article, que pour autant qu'il apporte la preuve que les dommages résultent du fait de l'ASP ou bien d'un cas de force majeure.

Le Titulaire ne peut se prévaloir, pour éluder sa faute, de tout fait, même non fautif, commis par ses sous-traitants.

De même, l'approbation des méthodes et des documents ou l'agrément des sous-traitants par l'ASP ne dégage en rien la responsabilité du Titulaire et n'implique en aucun cas une responsabilité de l'ASP.

Les prescriptions du présent article s'appliquent même si les dommages se sont produits postérieurement à la date d'acceptation des prestations et/ou la date de livraison des matériels, dès lors qu'un lien de causalité est établi entre lesdits dommages et l'exécution du marché.

Outre les prescriptions du présent article, le Titulaire encourt les responsabilités d'ordre public édictées par les articles 1245-1 à 1245-17 du Code civil en matière de produits défectueux.

23.1.2 Nature des dommages

Les dommages réparables au titre du présent accord-cadre sont les suivants :

- dommages corporels,
- dommage aux biens immobiliers,
- dommages aux biens mobiliers, notamment aux équipements informatiques,
- dommages consécutifs à l'indisponibilité ou aux dysfonctionnements de ces biens mobiliers ou immobiliers, tels que coûts internes ou externes de remplacement ou réparation des biens défectueux, de reconstitution et/ou restauration des données,
- tout acte de contrefaçon ou atteinte quelconque au droit de propriété intellectuelle.

23.1.3 Cas de force majeure

Le terme Force Majeure désigne tous les événements ou circonstances présentant, au sens de la jurisprudence, un caractère irrésistible, imprévisible et extérieur et ayant pour effet d'empêcher l'une des Parties d'exécuter tout ou partie des obligations du présent accord-cadre.

Les effets des obligations concernées par le cas de Force Majeure sont suspendus en cas de survenance d'un événement de Force Majeure rendant impossible l'exécution des obligations en question par l'une des Parties.

La suspension de tout ou partie de l'accord-cadre produit ses effets à compter de la réception par l'autre Partie de la notification par lettre recommandée avec accusé de réception l'informant de la survenance d'un tel événement de Force Majeure.

Dans l'hypothèse où l'événement de Force Majeure a une durée d'existence supérieure à 6 (six) mois, l'ASP peut résilier le l'accord cadre, avec préavis formalisé par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, soit de son fait, soit sur demande préalable et expresse du Titulaire.

Cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité quelle qu'en soit la nature.

23.1.4 Déclaration de sinistres

Le Titulaire doit :

- aviser l'ASP, au plus tard dans les cinq jours calendaires de sa survenance, de tout sinistre subi ou causé du fait ou à l'occasion de l'exécution du marché,
- faire, dans les conditions et délais prévus par chacune des polices d'assurance qu'il est tenu de souscrire, toutes déclarations aux compagnies d'assurances,

- tenir régulièrement informée la Maîtrise d'ouvrage de toutes ses démarches et du suivi du règlement du sinistre.

Tous les droits, frais et honoraires quelconques, y compris les honoraires d'avocats dus en raison de l'accomplissement de formalités inhérentes au règlement du sinistre, sont à la charge du Titulaire, lorsqu'il est prouvé par décision de justice que le sinistre lui est exclusivement imputable.

Le Titulaire doit également, lorsque sont effectuées des interventions dans les emprises de l'ASP, aviser celle-ci des accidents causés à son propre personnel. Cet avis est donné dans un délai maximal de quarante-huit (48) heures, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal, soit par note remise en mains propres contre reçu.

23.2 Assurance

Il est fait application de l'article 9 du CCAG TIC.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le Titulaire doit être en mesure de produire une attestation d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile ou professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommage occasionné dans l'exécution du présent marché, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 24. Exécution financière du marché / des marchés

24.1 Avance

Il est fait application des articles R2191-3 à R2191-19 du code de la commande publique. Conformément à l'article 11.1 du CCAG TIC, il est fait application de l'option A.

Sauf renoncement du Titulaire, une avance de 20% sera versée pour l'ensemble des prestations. Cette avance est calculée sur la base du montant du bon de commande concerné diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le cas échéant, les marchés subséquents précisent les modalités de versement des avances.

24.2 Acomptes

Les bons de commande émis et marchés subséquents conclus sur le fondement du présent accord-cadre, d'une durée d'exécution supérieure à trois (3) mois, peuvent ouvrir droit au paiement d'acomptes, dans les conditions fixées par les documents applicables à l'accord-cadre ou selon les conditions ci-dessous.

Par principe, les échéanciers de facturation sont définis pour chaque prestation au CCTP et font office de plans d'acomptage.

Conformément aux dispositions de l'article R2191-22 du code de la commande publique, les acomptes ne peuvent excéder 80% du montant forfaitaire ou du montant du bon de commande.

Dans le cas où le Titulaire serait une Petite ou Moyenne Entreprise (PME), conformément aux dispositions de l'article R2191-22 du code de la commande publique, les acomptes sont versés mensuellement à compter du premier mois échu.

Les demandes de paiement d'acomptes, accompagnées des documents justificatifs, sont adressées selon les dispositions de l'article dédié du présent CCAP.

Si l'avancement réel des prestations est en retard par rapport à leur avancement contractuel, l'acheteur du marché ou son représentant peut suspendre l'ouverture du droit à acompte jusqu'à ce que l'avancement des prestations correspondant à l'acompte suspendu soit redevenu normal.

24.3 Solde du paiement des prestations

Sauf en cas de modalités spécifiques indiquées lors de la commande, les prestations sont facturées selon les modalités définies au, notamment au titre des VA, VSR et VTF et selon l'échéancier de facturation indiqué au sein du CCTP.

Prestations à bons de commande

Le Titulaire du marché ne peut émettre sa demande de paiement qui prend la forme d'une facture qu'après la réception du procès-verbal validant le « Service fait » d'un livrable.

Pour l'établissement de la facture, il est recommandé de respecter les références et libellés des prestations et étapes reportés dans les procès-verbaux, eux-mêmes générés à partir de l'échéancier.

Prestations à marchés subséquents

Les marchés subséquents peuvent prévoir des modalités spécifiques de paiement et de facturation.

Le Titulaire du marché ne peut émettre sa demande de paiement qui prend la forme d'une facture qu'après la réception du procès-verbal validant le « Service fait » d'un livrable.

Pour l'établissement de la facture, il est recommandé de respecter les références et libellés des prestations et étapes reportés dans les procès-verbaux, eux-mêmes générés à partir de l'échéancier.

Solde de l'accord-cadre

La fin de la dernière prestation exécutée au titre de l'accord-cadre permet de procéder aux opérations de solde de l'accord-cadre.

24.4 Adresse de facturation et de livraison

Les factures seront adressées et les livrables remis à l'adresse suivante :

<p style="text-align: center;">Agence de services et de paiement Direction des soutiens directs agricoles Service des affaires financières et contractuelles 12, rue Henri Rol-Tanguy TSA 10001 93 555 Montreuil-sous-Bois – Cedex</p>
--

24.5 Dématérialisation des factures

En application de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 et du décret 2019-7488 du 18 juillet 2019, le Titulaire doit dématérialiser ses factures sur Chorus Pro. Elles doivent comporter, en plus des indications ci-dessus, **cumulativement et obligatoirement**, les informations suivantes :

- Le **numéro SIRET** unique de l'ASP : **130 006 372 00010**
- Le(s) **code(s) service(s) facturé(s)**, qui sera(ont) précisé(s) au Titulaire après la notification du marché ou qui figurera(ont) sur les bons de commande, le cas échéant
- Le **numéro d'engagement (n° d'EJ)**, qui sera(ont) précisé(s) au Titulaire après la notification du marché ou qui figurera(ont) sur les bons de commande (encadré en haut à gauche « Informations ASP Chorus »)
- Le **numéro d'identité (SIRET) et l'adresse de l'établissement émetteur des factures.**
- le numéro et la date de l'accord-cadre, ou du marché subséquent le cas échéant, le numéro du bon de commande, le cas échéant,
- la dénomination de la prestation,
- une annexe indiquant le détail des UO entrant dans le périmètre de la facturation.

Ce processus de facturation impose que des factures séparées soient produites en fonction du type de prestation (forfaitaire, à bons de commande, sans EJ préalable).

La TVA est appliquée en sus à chaque facturation, au **taux légal en vigueur au moment du fait générateur**.

Pour le dépôt des factures dans Chorus Pro, l'attention du Titulaire est appelée sur la sélection du Cadre de facturation, qui permet d'identifier le profil du déposant ainsi que le type de document transmis.

Ex : A1 pour les factures simples du Titulaire, A9 pour les factures du sous-traitant.

Une aide en ligne est disponible l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

24.6 Régime des paiements

24.6.1 Mode et délai de paiement

Le mandatement est effectué au vu des factures émises par le Titulaire reprenant les conditions de prix et de paiement de l'accord-cadre concerné.

Les paiements sont effectués par virement. Conformément aux articles R. 2192-10 et R. 2192-12 à R. 2192-15 du code de la commande publique, le délai de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la facture et/ ou du service fait, sauf suspension du délai global de paiement (DGP) dans les conditions fixées aux articles R. 2192-27 à R. 2192-29 du code de la commande publique.

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable de l'ASP.

24.6.2 Intérêts moratoires

En application de l'article R. 2192-31 du code de la commande publique, en cas de dépassement du délai de paiement, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur le premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Une indemnité forfaitaire d'un montant fixé à 40 € sera également versée pour frais de recouvrement et, sur justification, des frais de recouvrement supérieurs pourront donner droit à une indemnisation complémentaire.

Article 25. Retenue de garantie

Les prestations objets de l'accord-cadre pourront faire l'objet d'une retenue de garantie dans les conditions précisées dans les documents applicables à l'accord-cadre.

Article 26. Cession ou nantissement de créance

Conformément à l'article 4.2.2 du CCAG-TIC, si le Titulaire souhaite céder ou nantir sa créance, l'acheteur lui remet sur demande un certificat de cessibilité conforme au modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie (R2191-46, R2191-47 et R2191-51 du code de la commande publique).

Le bénéficiaire de la créance doit notifier ce certificat de cessibilité au comptable public assignataire avant toute demande de paiement.

Article 27. Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5 du CCAG de référence et à l'annexe 1 au présent CCAP dans le cadre de leurs relations contractuelles, les Parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel.

Les dispositions applicables pourront être précisées dans chaque marché subséquent le cas échéant.

Article 28. Sous-traitance

Il est fait application des articles R2193-1 à R2193-22 du code de la commande publique et 3.6 du CCAG TIC.

Il est précisé que le sous-traitant est tenu de respecter les obligations de l'accord-cadre concerné pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au Titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données et aux exigences de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République.

Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le Titulaire demeure pleinement responsable devant le Pouvoir Adjudicateur de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

Article 29. Résiliation du marché

29.1 Résiliation de l'accord-cadre

L'accord-cadre peut être résilié, à tout moment, dans les cas suivants :

- du seul fait du Pouvoir adjudicateur,
- à la demande du Titulaire,
- en cas de redressement ou liquidation judiciaire du Titulaire,
- en cas d'impossibilité physique du Titulaire,
- en application du chapitre 8 du CCAG-TIC,
- en cas de résiliation aux torts du Titulaire,
- en cas de violation des obligations en matière de sécurité et de confidentialité,
- en cas d'absence de réponse au marché subséquent,
- en cas de non accord sur la mise en œuvre de la clause de sauvegarde,
- en cas de dépassement du plafond du montant des pénalités.

Concernant la résiliation à la demande du Titulaire, celui-ci ne peut procéder à la résiliation sans avoir mis à même, au préalable, l'ASP de s'opposer à la rupture des relations contractuelles pour un motif d'intérêt général, tiré notamment des exigences du service public.

En cas de résiliation sans faute du Titulaire, en cas de survenance de contraintes propres à l'ASP, le Titulaire a droit à une indemnité de résiliation correspondant à un pourcentage de 2,5% du montant minimum hors taxe de l'accord-cadre. Le Titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation de l'accord-cadre, laquelle sera admise avec un préavis de trois mois.

Le Pouvoir Adjudicateur prévoit la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations prévues par un accord-cadre, aux frais et risques du Titulaire, dans les conditions de l'article 54 du CCAG-TIC dans la limite de 20% du montant maximum de l'accord-cadre proratisé à la période restant à courir entre la date de début d'exécution par un tiers et la date de fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre pour les motifs invoqués au présent article emporte résiliation des marchés subséquents et ce quel que soit leur stade d'avancement.

29.1.1 Résiliation sans mise en demeure préalable

L'accord-cadre peut être résilié à tout moment par le Pouvoir adjudicateur aux torts du Titulaire, sans que ce dernier ne puisse prétendre à indemnité et sans mise en demeure préalable dans les conditions définies ci-après :

- en cas de résiliation aux torts du Titulaire,
- en cas de violation des obligations en matière de sécurité et de confidentialité,
- en cas de dépassement du plafond du montant des pénalités.

29.1.2 Résiliation avec mise en demeure préalable

L'accord-cadre peut être résilié à tout moment par le Pouvoir adjudicateur aux torts du Titulaire, sans que ce dernier ne puisse prétendre à indemnité et avec mise en demeure préalable dans les cas définis ci-après :

- en cas d'absence de réponse au marché subséquent ;
- en cas de non accord sur la mise en œuvre de la clause de sauvegarde.

Si cette mise en demeure reste infructueuse, au terme d'un délai qu'elle aura précisé, une décision de résiliation sera prise par le Pouvoir adjudicateur et prendra effet à compter de la date fixée dans cette décision.

29.2 Résiliation des marchés subséquents

La résiliation d'un marché subséquent aux torts du Titulaire n'emporte pas, sauf clause contraire mentionnée dans le courrier de résiliation applicable au marché subséquent concerné, la résiliation de l'accord-cadre aux torts du Titulaire.

Il pourra être fait application de l'article 46 du CCAG-TIC.

Article 30. Prévention des conflits d'intérêt

Le Titulaire s'engage à ne pas accepter de mission pour un tiers qui conduirait à contrevenir, directement ou indirectement, aux intérêts de l'ASP ou à créer une situation de conflit d'intérêt ; cette obligation étant étendue aux personnes physiques ou morales placées sous l'autorité du Titulaire ou agissant au nom et pour son compte (préposés, mandataires, sous-traitants ou co-traitants, des sociétés se trouvant sous son contrôle au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce, et de façon générale de tout partenaire commercial).

L'ASP se réserve le droit d'interroger le Titulaire pendant toute la durée de l'accord-cadre afin de pouvoir établir, de façon contradictoire, qu'aucun conflit d'intérêt ou manque d'indépendance ne pourrait intervenir avec d'autres opérateurs économiques susceptibles de répondre à des dossiers ayant un lien avec les missions du Titulaire dans le cadre du présent marché.

Article 31. Règlement des différends et litiges

L'acheteur et le Titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de l'accord-cadre ou à l'exécution des prestations objets de l'accord-cadre.

Il est fait application de l'article 55 du CCAG-TIC. Toutefois, par dérogation à l'article 55.2 du CCAG-TIC, en cas de différend, la réclamation du Titulaire doit être communiquée au pouvoir adjudicateur dans un délai d'un mois, sous peine de forclusion, à compter du jour où le différend est apparu.

Les parties peuvent également se prévaloir des articles R2197-16 et R2197-24 du code de la commande publique et soumettre le différend qui les oppose au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges compétents.

En cas de conflit qui n'aurait pu être réglé par le médiateur ou les comités susvisés, le tribunal administratif compétent est celui du ressort du lieu du siège de l'ASP.

Article 32. Prestations similaires pour les travaux ou les services complémentaires

L'ASP se réserve le droit d'appliquer les dispositions de l'article R2122-7 du code de la commande publique.

Article 33. Modifications de marché

33.1 Clause de réexamen

En cours d'exécution de l'accord-cadre, des modifications et/ou ajout de prestations, de solutions peuvent intervenir soit à l'initiative de l'ASP, soit à celle du Titulaire, car rendus nécessaires soit par une évolution réglementaire et/ou normative, soit par des préconisations apportées en matière de sécurité et/ou de gouvernance des systèmes d'information, soit par l'émergence d'un besoin nouveau résultant par exemple :

- de l'évolution des critères de qualité et de disponibilité définis dans la convention de service au titre de l'amélioration continue des techniques et des prestations,
- d'éventuels frais en lien aux prestations de réversibilités,
- d'éventuels frais liés à la fourniture de solutions techniques.

Enfin, il pourra être fait application d'un coefficient de pondération concernant :

- l'UO_SP3.2.ENV-RUN de la sous-prestation SP3.2 « Fonctionnement (run) des environnements associés à la réalisation des prestations », afin de diminuer le forfait trimestriel au regard du décroissement des ressources nécessaires au fonctionnement des environnements du Titulaire ;
- les UO de niveau « complexe » de la sous-prestation SP5.2 « Développements des nouveaux projets structurants (UO DEV / TU) », dans le cas où le nombre de champs associés à la prestation est supérieur à celui prévu pour l'UO concernée au sein du CCTP. Le coefficient multiplicateur appliqué à la métrique devra permettre d'augmenter le forfait de l'UO en cohérence.

Si une modification des prestations de l'accord-cadre s'avérait nécessaire, les parties conviennent de se rapprocher pour étudier ensemble les modalités et conditions auxquelles ces modifications peuvent être prises en compte dans un délai maximum de 3 mois à compter de ladite évolution ou du risque lié à la sécurité des systèmes d'informations. Ces modifications et/ou ajouts ne remettent pas en cause la nature globale de l'accord-cadre et ne peuvent bouleverser l'économie générale de celui-ci.

De plus, l'acheteur peut intégrer des prix nouveaux dans les conditions et limites cumulatives suivantes :

- prix en lien direct avec l'objet du marché ;
- le recours aux mécanismes des prix nouveaux ne modifie pas les conditions initiales de la mise en concurrence du marché.

Ce type de modification sera alors réalisé par la notification par l'ASP d'un Ordre de Service au Titulaire ou, dès lors que des engagements réciproques des parties sont nécessaires, par la passation d'un Avenant.

33.2 Autres modifications de marché : modifications non substantielles

L'ASP se réserve, conformément aux articles R2194-7 et R2194-8 du Code de la Commande Publique, la possibilité de modifier l'accord-cadre.

Ces modifications feront alors l'objet d'un avenant dans les conditions déterminées par le Code de la Commande Publique.

33.3 Autres modifications de marché : Circonstances imprévues

L'ASP se réserve aussi le droit de modifier l'accord-cadre lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances imprévues en application des dispositions de l'article R2194-5 dans la limite de 50% du montant initial du marché.
Cette modification fera alors l'objet d'un avenant.

33.4 Autres modifications de marché : Substitution de Titulaire

L'ASP se réserve également la possibilité de modifier l'accord-cadre lorsqu'un nouveau Titulaire se substitue au Titulaire initial, en application de l'article R2194-6 du code de la commande publique.
Cette modification fera alors l'objet d'un avenant.

Article 34. Clauses de sécurité

Les dispositions applicables en matière de sécurité sont définies au CCTP et au sein de son annexe « Cadre de sécurité » du CCTP.

Par ailleurs, le Titulaire doit se conformer aux exigences de la Politique de Sécurité des Systèmes d'Information (PSSI) de l'ASP qui lui sera remise lors du démarrage des prestations du présent accord-cadre.

Article 35. Dérogations au CCAG

Les dérogations au CCAG TIC sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG auquel il est fait dérogation
5.2	4.1
10.4.1	10.2.3
10.4.1	10.1.1
15.1	3.4.3
17	43 à 46
18	29 à 34
19	36
23.1	14
31	55.2
8.2	16.1